

À l'occasion de l'Aïd El Fitr, *Le Courrier d'Algérie* souhaite une bonne fête à tous les Algériens et informe ses lecteurs et annonceurs qu'il ne paraîtra pas lundi, mardi et mercredi

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro
Dimanche 30 mars 2025 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6408 - 22^e année

JOURNÉE DE LA TERRE-PALESTINE

Sous le signe de la résistance !

P7

« PLUS DE 1,2 MILLION D'HECTARES TRANSFÉRÉS AUX EUROPÉENS », SELON UN UNIVERSITAIRE FRANÇAIS

La France a aussi spolié nos terres

LIRE EN PAGE 24

RESPECT DU SERVICE PUBLIC DURANT LES TROIS JOURS DE L'AÏD

Les contrevenants fichés et sanctionnés !

► ENFANTS DÉMUNIS
La solidarité de l'Aïd s'organise

Il n'y a pas que les 54 000 commerçants mobilisés durant la fête de l'Aïd qui doivent respecter la permanence, il y a aussi les services de l'État, comme la santé, qui doivent assurer la continuité.

LIRE EN PAGE 3



Ph : DR

POUR DEBATTRE DES VALEURS PROFESSIONNELLES DE LA PRESSE ET DE LEUR RÔLE DANS LA DÉFENSE DE LA NATION

Les journalistes algériens bientôt en conclave

P4

IMPORTATION D'UN MILLION DE TÊTES D'OVINS

Le grand défi des opérations de réception

P2

LUTTE CONTRE LE CRIME ORGANISÉ

Trois criminels neutralisés par l'ANP à Tlemcen

P4

HIPPODROME GUIRRI AISSA BENSAKER - BARIKA, CET APRÈS-MIDI À 15H00

LES COURSES EN DIRECT

Farouzzette el Fatah, une favorite logique

P21

Le produit algérien fait florès

La participation algérienne au Salon de l'industrie agroalimentaire et des boissons (IFE 2025), tenu du 17 au 19 mars dernier à Londres, est une réussite. D'abord parce que le salon londonien a constitué une véritable vitrine pour vendre l'image du produit algérien à l'étranger, dont 5 entreprises nationales ont été les ambassadrices. Ensuite, l'événement a offert l'occasion à nos opérateurs de positionner leurs produits. C'est aussi une opportunité en or pour placer le « made in Algeria » sur les marchés britanniques. Ce qui est l'objectif escompté. Résultat de la participation, le but recherché a été atteint. Peut-être même au-delà des espérances. Le produit algérien a fait sensation : nos dattes, nos huiles d'olive et autres produits manufacturés

ont suscité l'intérêt des importateurs étrangers. Cerise sur le gâteau, les entreprises algériennes présentent à Londres ont signé des mémorandums d'entente et de contrats avec des partenaires étrangers. Les contrats arrachés valent un milliard de dollars. Cet exploit réalisé en un tour de main n'est pas tombé du ciel. C'est le fruit d'une dynamique économique globale qui place le produit local au cœur de la machine économique. Elle s'inscrit dans le cadre de la diversification de la production. Insufflée par les hautes autorités du pays, cette orientation stratégique a mobilisé tous les opérateurs algériens qui ont à cœur de relever le défi du « made in Algeria ». Aujourd'hui, si le produit algérien est bien coté au niveau local, on n'espère pas moins de le voir conquérir des marchés étrangers. Prenons, par exemple, la pâte à tartiner El-Mordjene qui a fait un tabac en Europe. Victime de

son succès, ce produit a fini par gagner plus en notoriété en représentant la qualité et le prestige algériens. Les exploits réalisés dans les exportations hors-hydrocarbures en sont un indicateur du label algérien et dont le président Abdelmadjid Tebboune s'est voulu « le grand ambassadeur ». En effet, lors de son entrevue périodique avec la presse nationale de la semaine dernière, il salué « le progrès réalisé » en matière des exportations et ce, a-t-il signé, grâce « à la qualité du produit local, notamment l'exportation des produits agricoles ».

Cette tendance à l'avantage du produit algérien a été confirmée par le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Mohamed Boukhari. C'est-à-dire qu'il existe une « demande importante et exceptionnelle » pour les produits algériens au salon de Londres. Autrement dit, le « made in Algeria » a réussi des débouchés dans les marchés du Royaume-Uni.

Farid Guellil

L'ÉDITO

IMPORTATION D'UN MILLION DE TÊTES D'OVINS

Le grand défi des opérations de réception

La réduction de la durée de traitement des navires est une urgence imposée par la dynamique économique que connaît le pays depuis quelques années.

C'est une des préoccupations majeures des pouvoirs publics. Dans ce sens, des "instructions strictes" ont été signifiées aux Présidents directeurs-généraux des ports du pays pour "réussir le nouveau système de travail" et accélérer le déchargement et le traitement des navires. Il s'agit d'accélérer le traitement des cargos en s'engageant à travailler 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Ce samedi, le Secrétaire général du ministère des Transports, Djamel-Eddine Abdelghani Dridi, l'a rappelé, dans une déclaration à la presse en marge d'une visite, à minuit, au port de Djen Djen (Jijel), consacrée à la vérification du respect de l'exécution de l'instruction relative à l'adoption du travail en continu. Il a ajouté que "l'adoption du système de travail 7/7 et 24H/24 dans six ports commerciaux, ainsi que l'inspection des interventions de terrain par les opérateurs, via la plateforme portuaire, permettra de réduire considérablement la durée de traitement des navires, améliorant ainsi l'efficacité des ports et permettant au trésor public d'économiser le coût élevé des



séjours prolongés des navires à quai et en rade et, partant, de réduire du coût du transport maritime de marchandises". Le SG du ministère des Transports a, d'autre part, assuré que des instructions ont également été données aux différents responsables des ports, pour prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de la réussite de l'opération de réception, dès la fin du mois de mai, d'un million de têtes d'ovins destinées au sacrifice et qui seront distribuées aux différentes wilayas du pays avant l'Aïd El-Adha.

Pour rappel, au début de ce mois, le président Abdelmadjid Tebboune a ordonné, lors d'une réunion du Conseil des ministres, qu'il a présidée, le lancement d'une consultation internationale en vue d'importer jusqu'à un million de têtes de bétail en prévision de l'Aïd El-Adha. L'opération de réception des moutons dans les ports sera, en fait, un test de la capacité des ports commerciaux concernés à travailler sur un

nouveau rythme.

Le changement de rythme a commencé avec l'instruction donnée en Conseil des ministres, par le président Tebboune, modifier immédiatement le système de travail dans les ports, selon le système 24/24 h. L'objectif visé est de réduire les dépenses supplémentaires des navires en attente d'accostage pour de longues périodes. Sont concernés, surtout, les ports à activité économique comme Djendjen, Alger, Béjaïa, Annaba, Oran et Mostaganem, c'est-à-dire par où passe l'essentiel des exportations hors-hydrocarbures et des importations de marchandises de l'Algérie.

Le Président Tebboune a « ordonné d'associer tous les opérateurs au niveau des ports », leur intervention coordonnée étant indispensable pour l'organisation optimale du flux des marchandises, conformément aux normes internationales. Auparavant, le président Tebboune avait déjà insisté

sur l'impératif respect des délais de déchargement en renforçant les capacités et les dispositifs de contrôle, à même de permettre de libérer les espaces au niveau des ports secs. Il avait également enjoint de mettre en place un mécanisme de coordination, en matière de gestion de la pression issue des délais d'attente en rade au niveau des ports, "de manière à les réduire à une durée maximale de 24H". L'allongement de la durée du temps de travail dans les ports, par le passage au 24h/24h, s'accompagne de l'amélioration des prestations fournies aux opérateurs économiques notamment pour la promotion des exportations hors-hydrocarbures. Toute une stratégie est mise en œuvre dans ce but à travers, notamment, le réaménagement et l'entretien des quais, l'acquisition de matériels et d'équipements modernes. L'axe de la numérisation fait partie de cette stratégie.

M'hamed Rebah

PRODUCTION LOCALE DU SUCRE

L'usine Tafadis « entrera en service dans les délais impartis »

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb a assuré que l'usine Tafadis, (un complexe sucrier ultramoderne) situé dans la zone industrielle de Larbaâ-tache (Boumerdès), « entrera en service dans les délais impartis », saluant au passage « la compétence des responsables du projet et leur conformité aux directives du président de la République ».

Accompagné de la wali de Boumerdès, Naâma Fouzia au complexe, le ministre a assisté, avec satisfaction, à la réussite des essais de production de cette usine. Il s'agit d'une étape importante pour stimuler la production locale du sucre et réduire la dépendance à l'égard des importations, contribuant à la sécurité alimentaire et à la création d'emplois. Cette visite du ministre fait suite à celle effectuée le mois de février dernier au même complexe, lors de laquelle Ghrieb avait indiqué que « l'usine entrera en phase d'essais d'ici la fin

du mois de mars, avant de démarrer officiellement sa production », ce qui contribuera à la sécurité alimentaire et au renforcement du développement économique du pays. Ce projet s'inscrit dans une dynamique de relance industrielle et de diversification économique, répondant aux besoins croissants du marché national en produits sucriers tout en créant des opportunités d'emploi significatives, avec 1200 postes prévus, dont 500 directs et 700 indirects.

L'usine, qui s'étale sur 14 hectares dont 7 de bâti, représente un investissement de 30 milliards DA comprenant des équipements de dernière génération garantissant une production aux standards internationaux les plus exigeants. Le complexe prévoit de commercialiser 660 000 tonnes de sucre, tous produits confondus, à savoir le sucre blanc avec 445 500 t/an, le sucre roux 66 000 t/an et enfin le sucre liquide

avec 148 500 t/an. Ce complexe industriel ultramoderne utilise du sucre de canne brut importé du Brésil, transformé grâce à un processus de raffinage sophistiqué, un processus qui inclut des étapes de nettoyage, de clarification et de cristallisation, assurées par des équipements de haute technologie comme des centrifugeuses et des chaudières à vapeur. La raffinerie fonctionne en autonomie énergétique grâce à sa centrale électrique de 8000 kVA et recycle intégralement l'eau utilisée, minimisant ainsi son impact environnemental. À travers cette raffinerie, qui vise à répondre aux besoins nationaux, Tafadis ambitionne de positionner l'Algérie comme un acteur majeur sur le marché international du sucre, tout en adoptant des pratiques éco-responsables certifiées ISO 9000 et ISO 14000.

Sarah O.

L'AMBASSADEUR DU ZIMBABWE

EN ALGÉRIE :

« Je salue les acquis de l'Algérie à l'UA »

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saïhi, a reçu l'ambassadeur de la République du Zimbabwe en Algérie, Vusumuzi Ntonga, indique, hier, un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre tenue au siège du ministère en présence de cadres de l'administration centrale, l'ambassadeur du Zimbabwe a félicité M. Saïhi pour les "acquis diplomatiques réalisés par l'Algérie", saluant l'élection de Mme Selma Malika Haddadi au poste de vice-présidente de la Commission de l'Union africaine (UA), ajoute le communiqué. Soulignant "l'importance de la coopération entre la République du Zimbabwe et l'Algérie dans le domaine sanitaire, compte tenu de l'expertise algérienne au niveau africain", M. Ntonga a rappelé "la politique adoptée par le Gouvernement algérien face à la pandémie de Covid-19". L'ambassadeur a appelé de ses vœux "le renforcement de la coopération dans le domaine sanitaire entre les deux pays, à travers l'échange d'expertises et de connaissances, la formation préliminaire et continue du personnel médical, paramédical et des gestionnaires, ainsi que dans le domaine de l'industrie pharmaceutique", selon le communiqué. De son côté, M. Saïhi a mis en avant "l'attachement constant de l'Algérie à établir des relations solides avec les pays africains à l'instar de la République du Zimbabwe, et à renforcer la coopération entre les deux pays dans plusieurs domaines". S'agissant de l'industrie pharmaceutique, le ministre a fait savoir que "le taux de production s'élève désormais à 76%, couvrant ainsi les besoins nationaux en matière de médicaments". Au terme de la rencontre, les deux parties sont convenues de "poursuivre la coordination notamment la préparation d'une mouture de mémorandum d'entente entre les deux pays visant à renforcer et élargir les perspectives de la coopération bilatérale dans divers domaines, au mieux des intérêts communs des deux pays et peuples", conclut le communiqué.

R.N.

JEUNESSE

Hidaoui préside une réunion d'évaluation de la mise en œuvre du programme sectoriel

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, a présidé, hier, une réunion avec les cadres de l'administration centrale du ministère consacrée à l'évaluation de l'état de mise en œuvre du programme sectoriel, a indiqué un communiqué du ministère. Cette réunion, qui s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres d'évaluation, a permis aux cadres de présenter des exposés sur « l'état de mise en œuvre des programmes et projets planifiés », a précisé la même source. À cette occasion, le ministre a donné des directives pour « l'adoption d'une méthodologie de travail claire, avec des objectifs précis, en vue de la mise en œuvre du plan d'action du Gouvernement dans son volet sectoriel », en insistant sur « la coordination totale entre l'administration centrale et locale », selon le communiqué. La rencontre a également été l'occasion de souligner « l'importance du travail commun et de la synergie pour la réalisation du plan stratégique du ministère à l'horizon 2035 et la promotion du secteur », a conclu la même source.

L.Zeggane

RESPECT DU SERVICE PUBLIC DURANT LES TROIS JOURS DE L'AÏD

Les contrevenants fichés et sanctionnés !

Pour assurer la continuité des différents services durant les jours de l'Aïd, les responsables de différents secteurs appellent au respect des permanences, en vue notamment de ne pas pénaliser les citoyens à tous les niveaux.

Dans ce sens, le ministre de la Santé, Abdelhak Saïhi, a présidé, jeudi, une réunion consacrée à l'examen des mesures et procédures nécessaires pour assurer la continuité des services de santé pendant les jours de l'Aïd El-Fitr. À cet égard, Saïhi a insisté sur « l'importance d'assurer la pleine disponibilité des infrastructures sanitaires », soulignant la nécessité de « respecter les instructions contenues dans la circulaire ministérielle n 4 du 26 mars 2025, visant à renforcer les capacités des hôpitaux et des services d'urgence pour faire face à toute situation d'urgence pendant les jours de l'Aïd. « Le congé de l'Aïd El-Fitr nécessite la prise de « mesures exceptionnelles » pour assurer la continuité des prestations de services sanitaires, a-t-il précisé, soulignant « la nécessité de renforcer la disponibilité des services des urgences dans les hôpitaux et de garantir la présence des équipes médicales et paramédicales durant les périodes de garde, avec l'engagement des chefs de service à suivre le système de garde pour garantir une prise en charge médicale ininterrompue ». Le ministre a insisté également sur « la nécessité d'éviter la surcharge des services d'urgences, en accélérant les mesures de transfert des malades vers les services compétents », ajoute le communiqué. À cette occasion, Saïhi a évoqué « l'importance de fournir les médicaments et les équipements médicaux nécessaires, à travers une coordination continue avec les directions des hôpitaux et les pharmacies », appelant à « renforcer la disponibilité des ambulances et à assurer l'approvisionnement en carburant afin de garantir une intervention rapide en cas d'urgence ». Le ministre de la Santé a également donné des instructions aux directeurs du secteur pour que « les équipes administratives effectuent des visites d'inspection quotidiennes afin de suivre la mise en œuvre du plan de santé, de s'assurer de la continuité du service dans les différentes structures sanitaires, de renforcer les mécanismes de communication et de coordination entre les équipes médicales et administratives de manière à garantir l'intervention rapide en cas de besoin, tout en améliorant les conditions de travail des équipes médicales de garde et en leur fournissant des repas complets leur permettant de rester sur leur lieu de travail et éviter le déplacement ». Saïhi a affirmé que son département « assurera le suivi de la mise en œuvre de ces mesures », saluant par là même « les efforts déployés par les staffs médicaux et administratifs pour préserver la santé et la sécurité des citoyens ». Il a appelé tout un chacun à faire preuve de responsabilité et à faire prévaloir l'esprit d'équipe dans l'accomplissement de sa mission ».



Ph:DR

PLUS DE 54 000 COMMERÇANTS MOBILISÉS

De son côté, le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché a appelé l'ensemble des opérateurs économiques à respecter leur engagement afin de garantir le succès du programme de permanence, rappelant l'obligation de reprise des activités commerciales immédiatement après les jours fériés, conformément à la réglementation en vigueur. À noter que plus de 54.000 commerçants ont été mobilisés à travers l'ensemble du territoire national pour assurer la permanence durant les jours de l'Aïd El-Fitr. Ce programme prévoit la mobilisation de 6.829 boulangeries, 28.811 commerçants spécialisés dans la vente des produits alimentaires et des fruits et légumes, ainsi que 16 990 opérateurs dans d'autres secteurs d'activité. Par ailleurs, 543 unités de production ont été mobilisées, dont 155 laiteries, 434 minoteries et 45 unités de production d'eau minérale, en plus de l'ensemble des marchés de gros du pays. Dans le cadre des mesures anticipatives visant à assurer la disponibilité des produits de base, le ministère du Commerce a coordonné avec le ministère de l'Agriculture pour garantir l'approvisionnement en blé tendre et en poudre de lait destinés aux unités de production. Afin d'assurer le suivi du programme de permanence, le ministère a déployé 2 627 agents de contrôle à travers le territoire national. Le dispositif de permanence a connu cette année une augmentation de 6 % du nombre de commerçants mobilisés par rapport à l'année précédente, avec une hausse de 7 % pour les boulangeries et les commerces alimentaires, 3 % pour les autres secteurs d'activité et 8 % pour les unités de production.

L'ANCA APPELLE AU STRICT RESPECT DE LA PERMANENCE

L'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA) a appelé, pour sa part, tous les commerçants et opérateurs économiques inscrits sur les listes de permanence

de l'Aïd El-Fitr au strict respect de ce programme, en vue d'assurer la continuité du service public. Le respect de la permanence de l'Aïd El-Fitr, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi 13-06 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales, permettra non seulement de « gagner la confiance des consommateurs et d'assurer le service public, mais aussi d'éviter d'éventuelles sanctions, à savoir la fermeture provisoire ou encore une amende pouvant atteindre 200.000 DA », précise l'Association. Les marchés de gros sont également appelés à assurer le service et l'approvisionnement », ajoute le communiqué. Dans ce contexte, l'ANCA a informé les chauffeurs de taxis et de bus de transport des voyageurs que les gares routières resteront ouvertes durant les jours de l'Aïd, tout en appelant ces derniers, ainsi que l'ensemble des automobilistes à respecter le code de la route et à éviter les infractions susceptibles d'entraîner des pertes en vies humaines, conclut le communiqué.

L'APPLICATION « MRAFICOM » POUR DÉNONCER LE NON RESPECT DES PERMANENCES

À rappeler qu'une application numérique baptisée (MraficCom) a été lancée vendredi dernier. Celle-ci permettra aux citoyens d'accéder à la liste des commerçants de permanence et de signaler toute défaillance dans l'application du programme. Les consommateurs sont invités à adhérer à cette initiative du ministère du Commerce portant une solution technologique facilitant leurs démarches. Cette application innovante permettra aux utilisateurs de localiser précisément les commerçants assurant la permanence, évitant ainsi les recherches fastidieuses et les déplacements inutiles. Accessible gratuitement sur Play Store à compter depuis vendredi dernier, sera disponible durant toutes les fêtes nationales et religieuses, s'inscrivant dans une démarche de service public numérique continu.

Ania N.

AÏD EL-FITR À ALGER

Voici les horaires des bus, des trains et du métro

À l'occasion de l'Aïd el-Fitr, la Direction des transports de la wilaya d'Alger a mis en place un dispositif exceptionnel pour assurer la mobilité des citoyens. Bus, métro, tramway, téléphériques et trains seront mobilisés avec des horaires adaptés afin de répondre aux besoins des usagers, qu'il s'agisse de rejoindre la mosquée pour effectuer la prière de l'Aïd, de rendre visite à des proches ou simplement de circuler dans la capitale.

189 BUS DÉPLOYÉS SUR 182 LIGNES

Parmi les principales mesures annoncées, 189 bus seront déployés sur 182 lignes dès le premier jour de l'Aïd el-Fitr. Cet événement étant une période de retrouvailles familiales et de déplacements, 23 bus supplémentaires seront affectés à 23 lignes spécifiques pour circuler jusque tard dans la nuit. Les derniers départs sont prévus à 00h40, offrant ainsi plus de flexibilité aux voyageurs. Concernant le programme de transport vers Djamaâ El-Djazair, un service spécial a été mis en place dès 6h du matin, des bus partiront de plusieurs stations clés de la capitale, notamment : «1er mai, Audin, la place des martyrs, les fusillés, kouba, Sidi Abdellah, Ouled Moussa en passant par Reghaïa, Rouiba et El-hamiz, Khemis El- khechna en passant par Hamadi et enfin la station les Eucalyptus». Les voyages de retour seront assurés une fois la prière terminée, permettant de rega-

A. N.

gner leurs foyers en toute sérénité.

5 LIGNES SPÉCIALES VERS LES CIMETIÈRES

Concernant le programme TARAHOM (navettes à destination des cimetières), il est fixé de 07h00 à 13h40 avec cinq lignes spéciales vers les cimetières. Ces navettes sont programmées à partir des stations du «1er mai vers le cimetière d'El Alia, la place des martyrs vers le cimetière d'El-Alia, Chevalley vers le cimetière de Dely Brahim, Bachdjarah vers le cimetière de Sidi Rezine par Baraki et enfin la station d'El-Harrach vers le cimetière d'El-Alia par le cimetière de Sidi Tayeb».

TOUS LES RÉSEAUX DE TRANSPORT URBAIN MOBILISÉS

L'offre de transport ne se limite pas aux bus, l'ensemble des réseaux de transport urbain sera également en service pendant les journées de l'Aïd. À noter que «le Métro d'Alger fonctionne de 5h00 à 22h00», «le Tramway premier départ à 5h30 (Dergana), dernier départ de Dergana à 22h00», «les Téléphériques ouverts dès 9h30 le premier jour, puis dès 8h30 les jours suivants, jusqu'à 19h00», ainsi que «le trains de 6h00 à 18h00, avec un renforcement des liaisons vers Thénia, Tizi-Ouzou, El-Affroun, Zéralda et Bouira».

L. Zeggane

PAS MOINS DE 76 000 ENFANTS DÉMUNIS ONT BÉNÉFICIÉ DE VÊTEMENTS NEUFS

La solidarité de l'Aïd s'organise

Des organisations et associations caritatives ont élaboré, en prévision de l'Aïd El-Fitr, dont la date n'est toujours pas fixée à l'heure ou nous mettons sous presse, un programme d'initiatives de solidarité qui prévoit la distribution de vêtements aux enfants orphelins et issus de familles démunies ainsi que des visites aux malades hospitalisés. Dans le cadre de la mise en œuvre de leurs initiatives de solidarité, les Scouts musulmans algériens (SMA) poursuivent leurs efforts pour soutenir les catégories démunies et apporter de la joie aux enfants et aux familles à l'occasion de l'Aïd El-Fitr, à travers plusieurs activités caritatives, à l'instar de la distribution de vêtements pour l'Aïd et l'organisation de visites aux malades hospitalisés, a déclaré Ahmed Ramdani, responsable national de la solidarité, du secours et du service de la société au sein des SMA. Des groupes de scouts rendront visites aux malades hospitalisés de plusieurs wilayas à travers le pays durant les jours de l'Aïd afin de leur apporter un soutien psychologique et moral, a-t-il dit. À cette occasion, des présents et des gâteaux leurs seront distribués pour alléger leurs souffrances. Des visites aux centres pour personnes âgées sont également au programme. Il est prévu la distribution de vêtements de l'Aïd à quelque 6000 enfants, et des opérations de circoncision seront organisées à l'initiative des SMA, en coordination avec des établissements de santé, conformément aux normes médicales requises.

De son côté, le Croissant Rouge Algérien (CRA) prévoit plusieurs activités de solidarité en prévision de l'Aïd El-Fitr, dont la distribution de vêtements de l'Aïd à plus de 20000 enfants orphelins et issus de familles démunies, ainsi que des opérations de circoncision en coordination avec des établissements hospitaliers au profit de plus de 10000 enfants à travers le territoire national. Le programme prévoit la distribution de gâteaux de l'Aïd aux familles démunies ainsi que des visites aux malades hospitalisés et aux centres pour personnes âgées, a fait savoir la chargée de communication du CRA. Par ailleurs, le président de l'Association nationale Kafil El-Yatim, Ali Chaouati a fait savoir que 50000 tenues seront distribuées aux orphelins dans plusieurs wilayas, à l'occasion de l'Aïd El-Fitr. Le troisième jour de l'Aïd El Fitr, une cérémonie sera organisée pour distinguer des bénévoles ayant contribué aux actions de solidarité menées par l'association durant le mois sacré de Ramadhan, pour mettre en avant l'importance du bénévolat et encourager ce type d'activités au sein de la société.

A. N.

PLUS DE 34 000 INFRACTIONS EN 24 JOURS

Un chiffre appelé à la hausse

Il est à rappeler que le ministère du Commerce a fait savoir avoir enregistré, en 24 jours de ce mois de Ramadhan, 34.529 infractions et soumis 33.680 procès-verbaux en vue de poursuites judiciaires, avec la proposition de fermeture de 1.037 commerces. Un nouveau bilan qui devra être certainement publié, ultérieurement fera état de la hausse de ces chiffres. Alors que le Ramdhan s'achève, le même département a fait savoir avoir effectué 252.332 interventions durant 24 jours.

A. N.

LES VALEURS PROFESSIONNELLES DE LA PRESSE ET LA DÉFENSE DE LA NATION SERONT ABORDÉES

Les journalistes algériens en conclave

Cette réunion initiée par le ministre de la Communication, Mohamed Meziane et le conseiller du président, Kamel Sidi Saïd, aura le mérite de débattre « entre famille », des grands défis de l'heure.

Le ministre de la Communication, Mohamed Meziane, a annoncé la tenue prochaine d'une rencontre regroupant les journalistes algériens, toutes catégories confondues, afin de débattre des valeurs professionnelles de la presse et de son rôle dans la défense de la nation. S'exprimant en marge de la clôture du tournoi de la presse Futsal, le ministre a déclaré : « Je suis convenu avec mon frère, le conseiller du président de la République chargé de la Direction générale de la communication, Kamel Sidi Saïd, de la tenue, après le mois de Ramadhan, d'une rencontre regroupant les journalistes algériens sur les valeurs professionnelles, dans le



PH : DR

cadre du projet national qui doit reposer sur une famille médiatique unifiée, l'objectif étant de bâtir ce front national fondé, essentiellement, sur des valeurs nationales », un front qui « constituera, sans aucun doute, une valeur ajoutée pour les efforts fournis par les institutions de l'État », a-t-il soutenu. Évoquant la presse sportive et son rôle dans ce projet, Meziane a souligné qu'elle a « besoin

d'avantage de spécialisation à l'effet de mieux maîtriser les compétences professionnelles », ajoutant que « sa valeur ajoutée se traduira, dans un avenir proche, par la consécration de ces valeurs sportives, basée sur la solidarité et la concurrence loyale ». « Si la presse sportive parvient à maîtriser ces valeurs et à acquérir les compétences professionnelles, l'avenir du sport algérien et des institutions

de l'État en général sera prometteur ». De son côté, Kamel Sidi Saïd a salué « le rôle majeur de la presse sportive qui constitue un élément clé de la corporation de la presse nationale », remerciant, à cette occasion, cette famille médiatique et tous les journalistes algériens pour leur « rôle primordial et leurs efforts déployés pour défendre les intérêts stratégiques du pays ».

Ania N.

SÉISME MEURTRIER DE MYANMAR L'Algérie exprime sa pleine solidarité

L'Algérie a exprimé sa pleine solidarité et sympathie avec la République de l'Union du Myanmar, suite au violent séisme qui a frappé le pays, vendredi, causant un grand nombre de victimes et d'importants dégâts matériels, exprimant aussi ses sincères condoléances et compassion aux familles des victimes, tout en souhaitant prompt rétablissement aux blessés. Un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, affirme que « cette catastrophe nous rappelle la nécessité de nous attacher aux valeurs de solidarité et de cohésion humaine, ainsi que l'importance de soutenir le peuple ami du Myanmar pour surmonter cette épreuve difficile, en apportant toute forme de soutien humanitaire et en participant aux efforts de secours pour atténuer la souffrance des sinistrés ».

PLUS DE 1 000 MORTS

Selon un nouveau bilan rendu public hier, le nombre de victimes ayant perdu la vie au Myanmar, dans le puissant séisme de magnitude 7.7, est passé à plus de 1 000 personnes décédées, tandis que les secours multiplient les efforts pour rechercher des survivants. Le tremblement de terre, peu profond, s'est produit vendredi au nord-ouest de la ville de Sagaing (centre) vers 6H20 GMT (12H50 au Myanmar et 13H20 en Thaïlande), suivi par une réplique de magnitude 6,7 quelques minutes après. Les secousses ont provoqué des scènes de chaos et de désolation au Myanmar, où l'effondrement de maisons, d'immeubles, de ponts ou de sites religieux laissent craindre une catastrophe de grande ampleur dans le pays. Au moins 1 002 personnes ont été tuées, et 2 376 blessées au Myanmar, ont indiqué samedi les autorités, en majorité dans la région de Mandalay, la deuxième ville de Myanmar, considérée comme la zone la plus sinistrée. Mais les moyens de communication étant endommagés, l'étendue du désastre reste encore difficile à évaluer, et le bilan humain pourrait encore fortement s'aggraver. Les autorités ont déclaré l'état d'urgence dans les six régions les plus affectées. Dans un hôpital de la capitale Naypyidaw, des centaines de blessés ont été pris en charge à l'extérieur en raison des dégâts subis par le bâtiment, ont rapporté vendredi des médias. De l'autre côté de la frontière, en Thaïlande, des secouristes se sont relayés toute la nuit à la recherche de survivants dans les décombres d'un bâtiment en construction de 30 étages qui s'est effondré à Bangkok en quelques secondes sous l'effet des secousses. La chute de la tour a englouti des dizaines d'ouvriers, piégés dans une montagne de gravats et de poutres d'acier déformées.

A. N.

LUTTE CONTRE LE CRIME ORGANISÉ

Trois criminels neutralisés par l'ANP à Tlemcen

Dans un communiqué publié hier, le ministère de la Défense nationale (MDN) a annoncé l'élimination de deux criminels, trafiquants de drogue, et l'arrestation d'un troisième lors d'une opération menée jeudi 27 mars dernier au niveau de la wilaya de Tlemcen. En effet et selon le communiqué du MDN, l'opération a été menée par une unité de la Gendarmerie nationale au niveau du village Salam dans la commune frontalière de Bab El Assa (2ème Région militaire) suite à des informations faisant état de la présence du dangereux baron de drogue dénommé Malmou Imam, condamné par la justice et activement recherché par les services de sécurité. Ce trafiquant, qui était accompagné de son frère, a trouvé refuge à l'intérieur d'une maison dudit village. Les Gen-

darmes ont alors procédé à l'encercllement de la maison. « Le trafiquant a ouvert le feu sur les éléments de la brigade, provoquant des blessures à un officier qui a été transféré vers l'hôpital de Maghnia, ensuite vers l'hôpital militaire d'Oran » ajoute la même source. Après avoir ouvert le feu sur les gendarmes, le criminel a essayé de prendre la fuite à bord d'une voiture de type Renault 25 et à bord de laquelle étaient présents deux autres individus. « Suite à cela, le baron a tenté de s'échapper dans une voiture Renault-25 dans laquelle se trouvaient deux personnes, ce qui a conduit à l'intervention des membres du détachement qui ont ouvert le feu sur la voiture et éliminé les deux criminels qui étaient à bord et qui avaient tenté de faire passer le baron. Il s'agit des dénommés Ghattas Mohammed et Nim-

rawi Mohammed, tandis que le baron a pris la fuite » précise le communiqué qui annonce également l'arrestation de Malmou Ilyas, le frère du baron, qui a subi de légères blessures. Le MDN a annoncé la saisie d'un pistolet automatique (01) de type « Star », un véhicule utilitaire, 14 téléphones portables, une compteur de billets de banque ainsi que d'autres objets. « Cette opération qualitative confirme une nouvelle fois la vigilance et la détermination de nos forces armées stationnées à la frontière, pour traquer ces criminels sur l'ensemble du territoire national et lutter contre toutes les formes de criminalité organisée, notamment en ce mois sacré » ajoute le communiqué.

Sarah O.

VOL DE VÉHICULES

4 réseaux criminels démantelés à Alger

Les services de la Gendarmerie nationale (GN) d'Alger ont démantelé quatre réseaux criminels spécialisés dans le vol, le démontage et la revente de véhicules en pièces de rechange, a indiqué un communiqué des mêmes services. Selon la même source, « dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, les éléments du Groupement territorial de la GN d'Alger ont démantelé quatre réseaux criminels spécialisés dans le démontage et la revente de véhicules en pièces détachées avec arrestation de mis en cause et récupération de quatre véhicules volés ». À cet égard, « la Brigade territoriale de la GN de Kheraïssia (section de Douéra) a arrêté deux individus, dont une femme impliqués dans une affaire de piraterie routière », a ajouté le communiqué, précisant que, « l'enquête a permis l'arrestation des membres du réseau et la récupération du véhicule ». Par ailleurs, la Brigade de Menasria (section de Baraki) a traité la seconde affaire déclenchée suite à un signalement d'un vol de véhicule. Grâce à l'exploitation des caméras de surveillance, « l'enquête a permis l'identification et l'arrestation des trois auteurs dans un temps record, avec restitution du véhicule volé ». La Brigade de sécurité et d'investigation de Douera a arrêté trois individus, spécialisés dans le vol de

véhicules, en flagrant délit, et saisi le matériel utilisé dans ce crime. Quant à la quatrième opération, elle a été menée par La Brigade de Zonka et de Gué de Constantine, relevant de la section de Bir Mourad Raïs, laquelle s'est soldée par « l'arrestation de deux individus ayant brisé la vitre d'un véhicule en vue de le

voler, et la saisie de différents outils et d'un motocycle ». D'après la source, « toutes les opérations menées ont donné des résultats positifs, à la faveur de la mise en œuvre du plan anti-vol de véhicules par le Groupement territorial, et du suivi minutieux des affaires de vol de véhicules en coordination avec les

autres services de sécurité ». À noter que, l'arrestation de ces réseaux a également permis de traiter d'autres affaires similaires. Après l'achèvement des procédures judiciaires, les mis en causes seront présentés devant les juridictions compétentes, a conclu le communiqué.

L.Zeggane

CONCOURS TAJ EL CORAN

Six lauréats distingués à la clôture de la 14^e édition

La 14^e édition du concours « Taj El Coran » a été clôturée au Centre international des conférences (CIC), par la distinction de six lauréats parmi les 24 qualifiés aux finales. On retrouve dans la catégorie féminine, Nawal Benyaza (wilaya de Chlef) a remporté la première place, suivie respectivement de Basma Benabiza (wilaya de Mascara) et Asmaa Baltas (wilaya de Jijel), classées respectivement deuxième et troisième. Dans la catégorie masculine, Ilyas Rahal, de la wilaya de Tiaret, a été sacré vainqueur de cette édition, devant Abderrahmane Taouche, égale-

ment de Tiaret, tandis que la troisième place est revenue à Sofiane Tamdjert, de la wilaya de Ghardaïa. S'exprimant à cette occasion, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a mis en avant « les efforts et réalisations de son secteur au service du Saint Coran et de ses lecteurs, avec le soutien du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune ». Ce dernier a cité le Mus'haf Roudoussi, imprimé à l'occasion du 60^e anniversaire de l'Indépendance dans une nouvelle version, appelé le Mus'haf d'Algérie, ainsi que deux Livres saints élec-

troniques récemment lancés : le « Mus'haf électronique d'Algérie » et le « Mus'haf d'Algérie pour les non-voyants ». M. Belmehdi a également évoqué « le Mus'haf amazigh, l'intégration des exégèses en langues des pays du Sahel africain et le premier Mus'haf commun entre la Radio nationale et le ministère, qui sera adopté dès la semaine prochaine ». A noter que, la cérémonie de clôture de ce concours religieux, organisé par la chaîne TV Coran (Télévision algérienne), s'est déroulée en présence du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim

Boughali, du conseiller du président de la République chargé de la Direction générale de la communication, Kamel Sidi Saïd, du ministre de la Communication, Mohamed Meziane, de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, et du recteur de Djamaâ El-Djazaïr, cheikh Mohamed Maâmour Al Kacimi Al Hoceini. Cette édition a également été marquée par la distinction des récitants du Saint Coran parmi les personnes aux besoins spécifiques.

L.Z.

GHAZA

Plus de 50 251 martyrs

La bande de Ghaza continue de subir une intensification des attaques israéliennes.

Le ministère de la Santé palestinien a annoncé la mort en martyrs de 43 Palestiniens et la blessure de 115 autres au cours des dernières 24 heures, suite aux bombardements incessants de l'armée de l'occupant sioniste sur le territoire. Selon le communiqué quotidien du ministère, deux des martyrs retrouvés avaient été ensevelis sous les décombres pendant plusieurs jours avant d'être extraits hier. Le ministère a également signalé que des dizaines de personnes restent portées disparues sous les ruines et dans les rues, où les équipes de secours et de défense civile sont incapables d'accéder en raison de l'intensité des frappes. Depuis le 18 mars, le nombre total de martyrs palestiniens s'élève à 896, avec 9841 blessés. Depuis le début de l'agression israélienne le 7 octobre 2023, Ghaza a pleuré 50 251 martyrs, et 114 025 Palestiniens ont été blessés, dans une tragédie humanitaire sans précédent. La situation humanitaire à Ghaza ne cesse de se détériorer. Les négociations indirectes entre la résistance palestinienne et Israël, sous la médiation du Qatar et de l'Égypte, peinent à établir un cessez-le-feu durable. Les organisations internationales



Ph. DR

mettent en garde contre l'aggravation des conditions de vie dans l'enclave assiégée. Dans un communiqué, publié aujourd'hui, la résistance palestinienne a appelé à la formation d'une commission d'enquête internationale suite aux attaques israéliennes contre les équipes de secours et de défense civile dans le quartier de Tel Sultan, à Rafah.

LES FEMMES ET LES ENFANTS PAIENT LE PLUS LOURD TRIBUT

L'ONU a mis en lumière la situation tragique des femmes et des enfants dans la bande de Ghaza, qui supportent le poids

écrasant des atrocités depuis la reprise des hostilités. Une responsable de l'ONU Femmes, Maris Gimmon, a décrit lors d'une conférence de presse depuis Amman, les conséquences désastreuses de la guerre sur ces populations vulnérables. Entre le 18 et le 25 mars, 830 Palestiniens ont été tués, dont 174 femmes et 322 enfants, selon les données partagées par l'ONU. "Cela signifie qu'en moyenne, 21 femmes et 40 enfants meurent chaque jour. Ce ne sont pas des dommages collatéraux, mais des vies brisées au cœur d'une guerre impitoyable", a-t-elle déclaré. Les chiffres indi-

quent également que près de 60 % des victimes sont des femmes et des enfants, soulignant la nature aveugle et brutale des attaques. Cette violence incessante a transformé chaque foyer, chaque rue de Ghaza, en un champ de désolation. Depuis le début de l'offensive en octobre 2023, plus de 50 000 Palestiniens ont été tués, dont une majorité de femmes et d'enfants, et plus de 114 000 autres blessés. Ghaza est aujourd'hui le théâtre d'une catastrophe humanitaire sans précédent, dans un silence international assourdissant.

M. Seghilani

CROISSANT ROUGE PALESTINIEN

Disparitions signalées à Rafah

Le Croissant Rouge palestinien a dénoncé, ce samedi, le refus persistant des forces d'occupation israéliennes de permettre aux équipes spécialisées de rechercher ses membres portés disparus depuis neuf jours dans la ville de Rafah, au sud de Ghaza. Selon un communiqué de l'association, sept membres de ses équipes de secours restent introuvables depuis qu'ils ont été encerclés et pris pour cible par les forces d'occupation israéliennes dans la zone de Tel Sultan, à l'ouest de Rafah. Les premières informations suggèrent que l'équipe a été victime de tirs intenses, entraînant des blessures parmi ses membres.

Malgré des demandes répétées, les forces israéliennes ont interdit, une nouvelle fois aujourd'hui, aux équipes de secours de pénétrer dans la zone pour mener des recherches. Le Croissant Rouge palestinien a fermement condamné ces obstructions délibérées, soulignant que ces actions constituent une violation flagrante du droit international humanitaire. L'organisation tient l'occupant responsable de la vie des membres disparus et appelle la communauté internationale, ainsi que les États signataires des Conventions de Genève, à exercer des pressions sur Israël afin de révéler le sort des secouristes portés disparus et de

garantir la protection des équipes médicales en zones de conflit. Les autorités sanitaires et humanitaires de Ghaza rappellent que ces pratiques mettent en péril non seulement les équipes médicales, mais également les milliers de civils pris au piège des combats, pour lesquels ces équipes représentent souvent le dernier espoir de survie. Face à cette situation critique, des voix s'élèvent pour exiger des actions immédiates et efficaces de la communauté internationale afin de faire cesser ces entraves et garantir la sécurité des personnels humanitaires opérant dans l'une des zones les plus meurtrières au monde.

M.S.

M.S.

LE JOURNAL ISRAËLIEN HAARETZ L'A RÉVÉLÉ

Tsahal a fait 300 martyrs palestiniens, prétendant cibler des résistants

Dans un rapport accablant publié par le journal israélien Haaretz, des preuves mettent en lumière les mensonges de l'armée de l'occupation concernant ses opérations à Ghaza. Bien que celle-ci affirme avoir ciblé des résistants palestiniens, la réalité montre que ses frappes ont surtout causé la mort de femmes, d'enfants et de civils innocents. Selon l'enquête, l'armée israélienne a mené 80 frappes sur 30 sites à Ghaza lors d'une seule journée, tout en n'identifiant que 7 noms de résistants parmi les victimes, tous affiliés au Hamas. Pourtant, les chiffres révèlent un massacre : 300 Palestiniens ont été tués, dont une majorité de femmes et d'enfants. Entre le 18 et le 25 mars, pas moins de 830 Palestiniens ont été martyrisés, dont 174 femmes et 322 enfants, selon Guimond. À cela s'ajoutent 1 787 blessés, victimes des frappes incessantes de l'armée israélienne. Ces données, tragiques et sans appel, témoignent d'une politique de violence systématique contre les populations civiles palesti-

niennes, sous prétexte de lutte contre la résistance. La communauté internationale est appelée à agir immédiatement pour mettre fin à ce cycle de violence et garantir une protection effective aux habitants de Ghaza.

LES CAMPS DE RÉFUGIÉS MENACÉS DE DÉMANTÈLEMENT

Un rapport publié hier par le site sioniste Walla révèle que l'armée israélienne prévoit de démanteler les camps de réfugiés palestiniens à Jénine et Tulkarem, dans le nord de la Cisjordanie occupée. Cette décision s'inscrit dans le cadre d'une offensive militaire qui dure depuis plus de deux mois. Selon le rapport, l'armée considère ces camps comme des « forteresses urbaines » qui posent un défi stratégique majeur. Le site souligne que lors des incursions visant des arrestations ou des assassinats, les forces israéliennes s'exposaient à de grands dangers, tandis que les résistants palestiniens se repliaient dans des villages voisins ou se

cachaient. Pour contourner ces difficultés, le général Avi Blot, commandant de la région centrale de l'armée israélienne, a ordonné la transformation des camps de Jénine et Tulkarem en simples « quartiers ordinaires ». Ce projet inclut des travaux d'ingénierie pour élargir les routes et en créer de nouvelles, permettant aux forces israéliennes d'accéder plus facilement aux camps et de mener des attaques surprises. Depuis le début de cette opération militaire, l'armée israélienne affirme avoir tué 88 résistants palestiniens et arrêté environ 300 autres. Cependant, ces chiffres s'accompagnent de scènes de destruction massive, notamment la démolition de maisons et leur transformation en bases militaires.

SIGNES DE MUTINERIE DES SOLDATS RÉSERVISTES

Parallèlement, des signes de dissension apparaissent au sein de l'armée israélienne. Vendredi, des dizaines de soldats réservistes, appartenant à l'unité médica-

le de l'armée, ont refusé de participer aux opérations militaires à Ghaza. Ces soldats ont signé une pétition dénonçant la lenteur du gouvernement dans la mise en œuvre de la deuxième phase de l'échange de prisonniers avec les factions palestiniennes. Dans leur déclaration, ils expriment leur refus de « continuer à servir dans une guerre prolongée au-delà de tout raisonnement logique », pointant les souffrances causées aux civils des deux côtés et les répercussions négatives sur le tissu social israélien. Les soldats protestataires incluent des médecins, des psychologues militaires, des infirmiers et des secouristes. Ils critiquent également les politiques de colonisation et la saisie illégale de terres palestiniennes, qu'ils jugent contraires au droit international. Ces événements mettent en évidence les fractures croissantes au sein de l'armée israélienne, exacerbées par la poursuite d'une guerre que beaucoup considèrent comme injustifiée et destructrice à long terme.

M.S.

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS LE CESSEZ-LE-FEU

Israël frappe la banlieue sud de Beyrouth

Un raid aérien israélien a ciblé, vendredi, la banlieue sud de Beyrouth, semant la panique parmi les habitants et suscitant des craintes d'une reprise des bombardements sur la capitale libanaise.

Cette attaque, survenue pour la première fois depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu entre la résistance libanaise et Israël le 27 novembre dernier, a ravivé les tensions alors que l'armée de l'occupant justifie son action en réponse à des tirs de roquettes artisanales depuis le Liban, dont l'origine reste incertaine. La résistance libanaise a nié toute implication dans cette opération. Selon l'Agence nationale de l'information libanaise, l'aviation israélienne a frappé le quartier de Hadath, un secteur densément peuplé de la banlieue sud, entraînant la fermeture des écoles avoisinantes. Des images diffusées par l'Agence France-Presse montrent des secouristes évacuant des blessés et des pompiers luttant contre les flammes, tandis que la circulation était paralysée par un exode massif des habitants cherchant à fuir la zone ciblée.

Les efforts diplomatiques pour empêcher Israël de mettre à exécution ses menaces ont échoué. Le président libanais, Joseph Aoun, actuellement en visite à Paris, a été informé des intentions israéliennes lors d'une réunion avec le président français Emmanuel Macron, le président chypriote, le Premier ministre grec et le président de l'administration syrienne, Ahmed Charah. Suivant de près l'évolution de la situation, Aoun a dénoncé les tentatives de replonger le Liban dans une spirale de violence. De son côté, Emmanuel Macron a condamné



Ph. DR

ces frappes qu'il qualifie d'« inacceptables » et de « violation du cessez-le-feu » ainsi que de la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU. Il a annoncé son intention de s'entretenir avec le président américain Donald Trump et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Dans le quartier de

Hadath, l'attaque israélienne a déclenché un mouvement de panique.

Les forces de sécurité libanaises ont rapidement bouclé les accès aux zones menacées, alors que des tirs de sommation ont été entendus pour disperser la foule. Sur la plateforme X, le porte-parole de l'armée israélienne,

Avichay Adraee, a publié une vidéo de la frappe en lançant un message provocateur : « Vous entendez bien ? L'impact, les conséquences et les drones dans le bâtiment ? Il semble que le Hezbollah insiste à ne pas apprendre la leçon. » Cette escale intervient après des frappes israéliennes dans le sud du Liban,

ordonnées par le ministre de la Défense israélien, Yisrael Katz, en représailles à des tirs de roquettes depuis le territoire libanais. Le ministère de la Santé libanais a confirmé la mort de cinq martyrs dans les villages de Yahmor et Kfar Tibnit, au sud du pays. L'armée libanaise a, quant à elle, retrouvé des plateformes de lancement de roquettes dans la région de Qa'qaiat al-Jisr, au nord du Litani, et a lancé une enquête pour identifier les responsables des tirs. En conséquence de cette attaque, la résistance libanaise a annulé la cérémonie de la « Journée d'El-Qods » prévue vendredi à Beyrouth. De son côté, Benjamin Netanyahu a promis que « l'armée israélienne frappera partout au Liban en réponse à toute menace ». Selon le journal israélien Yediot Aharonot, l'ancien président américain Donald Trump aurait demandé à Netanyahu d'éviter de frapper Beyrouth et ses infrastructures stratégiques, dont l'aéroport, le port et la compagnie nationale d'électricité. Ce raid marque un tournant inquiétant dans l'évolution du conflit, renforçant les craintes d'une extension des hostilités au-delà du sud du Liban.

M. Seghilani

ALERTE À LA PROPAGATION DE LA GALE ET DES MALADIES INFECTIEUSES PARMIS LES DÉTENUS PALESTINIENS

Négligences médicales dans les prisons sionistes

Les prisons de l'occupation sioniste sont devenues des foyers de maladies graves, exposant les détenus palestiniens à des risques sanitaires alarmants. Mercredi, le Club du prisonnier palestinien a tiré la sonnette d'alarme face à la propagation rapide de la gale, une maladie parasitaire hautement contagieuse, ainsi que d'autres infections, résultant de la négligence médicale systémique de l'administration pénitentiaire de l'occupation.

Le Club s'appuie sur les témoignages de détenus récemment libérés et les constats des avocats lors de leurs visites dans des prisons telles que Megiddo, Ofer et Damon. Les conditions de détention dans ces établissements sont qualifiées de « tragiques », notamment pour les enfants et les femmes, qui représentent une partie vulnérable de la

population carcérale. Des enfants libérés de la prison de Megiddo ont décrit une situation désespérée où la majorité d'entre eux souffrent de divers problèmes de santé, aggravés par un manque cruel d'hygiène et d'accès à une alimentation saine.

Les autorités pénitentiaires privent délibérément les détenus des conditions essentielles pour freiner la propagation des maladies, transformant les centres de détention en lieux propices à une détérioration rapide de leur santé. Le Club du prisonnier palestinien avertit que cette négligence médicale chronique pourrait entraîner une augmentation dramatique du nombre de détenus succombant à leurs souffrances. Il qualifie cette situation de « génocide », pointant la responsabilité entière des forces d'occupation dans la mort progressive de milliers de détenus

palestiniens. Face à cette tragédie humanitaire, le Club a réitéré son appel à la communauté internationale et aux organisations des droits de l'Homme pour qu'elles interviennent immédiatement. Il exhorte à des mesures concrètes pour mettre fin à ces pratiques inhumaines et garantir aux prisonniers palestiniens des conditions de détention conformes au droit international. Alors que l'occupation sioniste continue de bafouer les droits fondamentaux des détenus, le silence du système international des droits de l'Homme ne fait qu'aggraver leur calvaire. Une réponse urgente est nécessaire pour prévenir d'autres pertes humaines et mettre fin à cette politique de répression systématique contre les prisonniers palestiniens.

M. S.

L'EURO-MED SUR LE REJET DES AIDES HUMANITAIRES POUR GHAZA

« Un engrenage dans un système de génocide systématique »

Le Centre euro-méditerranéen des droits de l'Homme (Euro-Med Monitor) a dénoncé la récente décision de la Cour suprême israélienne, qui a rejeté l'appel visant à permettre l'entrée d'aides humanitaires dans la bande de Gaza. Selon l'organisation, ce verdict s'inscrit dans le cadre d'un « système colonial intégré et actif » qui contribue directement à perpétrer un « génocide » contre les habitants du territoire.

Dans un communiqué publié mercredi, l'Euro-Med Monitor a souligné que cette décision, prise jeudi dernier par la plus haute juridiction israélienne, démontre une nouvelle fois que le système judiciaire israélien « n'a jamais été un instrument de justice pour les Palestiniens ». Il est décrit comme un rouage essentiel d'un système où toutes les institutions de l'État — le gouvernement, l'armée, les agences de sécurité, la justice militaire et les médias — coordonnent leurs efforts pour commettre des crimes contre les Palestiniens, leur fournir une couverture légale falla-

cieuse et défier ouvertement les normes juridiques internationales et humanitaires.

La Cour suprême israélienne a ainsi validé le maintien du blocus imposé à Gaza, interdisant l'entrée de nourriture, de médicaments et de carburant, malgré les mises en garde des organisations humanitaires concernant la famine galopante et la mort d'enfants en bas âge faute de nourriture.

Ce blocus prive plus de deux millions de personnes, dont la moitié sont des enfants, d'accès à des biens de première nécessité depuis 18 mois. L'Euro-Med Monitor a qualifié cette décision de légitimation explicite du blocus et de reconnaissance officielle de l'utilisation de la famine comme une arme politique contre les Palestiniens de Gaza.

« C'est désormais une politique officielle mise en œuvre par une décision politique et consolidée par un jugement judiciaire », a déclaré l'organisation, ajoutant que cela reflète l'implication de toutes les

institutions officielles israéliennes dans ce qu'elle qualifie de « génocide ». Le centre a également mis en évidence les justifications avancées par la Cour suprême israélienne, selon lesquelles les obligations du droit international ne s'appliquent pas à Israël en ce qui concerne Gaza. Une position que l'Euro-Med Monitor a fermement condamnée, soulignant qu'elle viole gravement les principes établis par le droit international, notamment la Quatrième Convention de Genève, et les décisions de la Cour internationale de justice, notamment son avis consultatif de 2024 sur la question du génocide. L'organisation a rappelé que les normes du droit international interdisent explicitement les conditions de vie inhumaines, les souffrances physiques et psychologiques infligées à une population occupée, et encore plus les crimes de génocide et de crimes contre l'humanité.

Ces règles, impératives, s'appliquent à tous les États sans exception, en tout temps, que ce soit en période de paix ou

de conflit. Le centre a également dénoncé le silence du système international face à la catastrophe humanitaire sans précédent que subissent les habitants de Gaza.

Depuis la reprise des attaques massives le 18 mars, Israël est accusé de poursuivre une campagne de génocide, avec des meurtres directs et une destruction méthodique des infrastructures vitales. Face à cette situation, l'Euro-Med Monitor a appelé la communauté internationale à assumer ses responsabilités pour mettre fin à ce qu'il qualifie de « système d'éradication » du peuple palestinien, orchestré par l'ensemble des institutions officielles israéliennes.

« Le drame vécu aujourd'hui par les Palestiniens, où qu'ils se trouvent, est la conséquence directe de décennies d'échec de la communauté internationale à appliquer de manière juste et équitable les principes du droit international à leur égard », a conclu l'organisation.

M. S.

LES PALESTINIENS CÉLÈBRENT LE 49^E ANNIVERSAIRE DE LA JOURNÉE DE LA TERRE

Sous le signe de la résistance !

Les Palestiniens commémorent le 49^e anniversaire de la Journée de la Terre aujourd'hui, une date symbolique qui incarne leur attachement inébranlable à leur terre et leur lutte continue pour leurs droits légitimes. Cette année, cette célébration intervient dans un contexte marqué par une intensification de l'agression brutale de l'occupant sioniste sur la bande de Gaza et par de graves violations dans plusieurs régions de la Cisjordanie occupée, notamment à El-khalil et Naplouse.

La Journée de la Terre, célébrée chaque année le 30 mars, représente un symbole de résistance face à la politique coloniale de l'occupant. Selon Raed Moqdi, spécialiste des questions de colonisation au Centre palestinien de recherche sur les terres, « ce jour est le reflet du courage et de la résilience des Palestiniens, mais aussi de leur détermination à préserver leur identité face à l'escalade des politiques de colonisation et de judaïsation visant à effacer tout ce qui est palestinien. » Moqdi rappelle que malgré les plans visant à déraciner le peuple palestinien, notamment par la multiplication des colonies et des avant-postes illégaux qui dévorent des milliers d'hectares de terres agricoles, les Palestiniens restent fermes. « La terre représente tout pour les Palestiniens : leur histoire, leur identité et leur droit légitime. Ils croient fermement en la justice de leur cause et en leur droit historique sur la Palestine, » ajoute-t-il. L'expert met également en lumière les efforts systématiques de l'occupant pour fragmenter la Cisjordanie occupée à travers des colonies qui isolent les villages palestiniens, tout en bénéficiant d'un soutien explicite de l'armée de l'occupant. Moqdi déplore le silence complice de la communauté internationale face à l'expansion coloniale et à la dépossession continue des terres palestiniennes. Ce mutisme, selon lui, encourage les groupes extrémistes sionistes à poursuivre leurs attaques et leurs projets visant à s'approprier les dernières parcelles de terres palestiniennes. La Journée de la Terre intervient également dans un climat d'aggravation des souffrances des habitants de Gaza, soumis à un blocus inhumain, et des populations de Cisjordanie occupée, qui endurent quotidiennement des agressions perpétrées par des colons protégés par l'armée de l'occupant. Raed Moqdi exhorte les États solidaires de la cause palestinienne à agir concrètement pour appliquer les résolutions internationales en suspens, notamment celles relatives à la colonisation. Il appelle à un arrêt immédiat des politiques de confiscation des terres et des ressources des Palestiniens, tout en réaffirmant que leur foi en la justice de leur cause reste le moteur principal de leur combat pour la liberté et la dignité. En cette Journée de la Terre, les Palestiniens réitérent leur engagement indéfectible à défendre chaque parcelle de leur terre, affirmant leur droit à vivre, résister et triompher.

LA SPOLIATION DES TERRES PALESTINIENNES SE POURSUIT

La Commission palestinienne contre le mur et la colonisation a révélé dans un rapport publié ce samedi, à l'occasion du 49^e anniversaire de la Journée de la Terre, que les autorités de l'occupant sioniste ont confisqué depuis le 7 octobre 2023 plus de 52 000 dounams de terres palestiniennes. Elles ont également émis 13 ordres militaires visant à créer des zones tampons autour des colonies et établi 60 nouveaux avant-postes coloniaux. Le président de la Commission, Mouayyed Sha-



ban, a dénoncé ces mesures en soulignant que 46 000 dounams ont été confisqués rien qu'en 2024, sous prétexte de déclarations de « réserves naturelles », « terres d'État » ou encore « justifications militaires ». Ces pratiques s'inscrivent dans une stratégie systématique visant à exploiter l'agression prolongée sur Gaza, qui dure depuis plus de 16 mois, pour intensifier la colonisation et imposer de nouveaux faits accomplis. Shaaban a souligné que les ordres militaires émis récemment ont créé des zones tampons autour des colonies, empêchant les Palestiniens d'accéder à des milliers de dounams, une étape préalable à leur expropriation définitive. La plus grande opération de confiscation des terres depuis trois décennies a vu 24 000 dounams déclarés « terres d'État ». La superficie totale des terres palestiniennes soumises à des restrictions et des procédures coloniales atteint aujourd'hui 2 382 kilomètres carrés, soit 42 % de la Cisjordanie occupée, avec 70 % situés dans la zone « C », contrôlée par l'occupant. Depuis le début de l'agression, 60 nouveaux avant-postes coloniaux ont été établis, dont 51 en 2024, y compris huit dans la zone « B ». Ces initiatives s'accompagnent de mesures telles que le retrait des pouvoirs de planification de l'État de Palestine, notamment dans une réserve naturelle de 167 km² située à l'est de Beit-Lehem, mettant en péril des centaines de constructions palestiniennes. Shaaban a également révélé que les autorités de l'occupant ont examiné 268 plans d'urbanisme pour les colonies de Cisjordanie occupée, dont 68 rien qu'en 2024. Parmi ces mesures figurent des décisions inédites visant à régulariser 13 avant-postes coloniaux et à transformer 13 quartiers en colonies bénéficiant de privilèges complets. L'occupant poursuit par ailleurs sa politique de démolition, avec 939 ordres de démolition émis en 2024, principalement à El-khalil, Beit-Lehem, Ramallah et El-Qods. Sur les 684 démolitions exécutées, la majorité ont eu lieu dans la zone « C ». Le rapport met également en lumière l'impact du mur de l'annexion, qui isole déjà 295 km² de terres palestiniennes. Une fois achevé, ce mur devrait isoler 560 km² supplémentaires, accentuant les souffrances économiques et sociales des Palestiniens. Concernant les colonies, Shaaban a déclaré que 770 000 colons sionistes sont installés dans 180 colonies et 356 avant-postes, dont 136 sont agricoles et accaparent plus de 480 000 dounams, soit trois fois la superficie des colonies bâties. Face à cette situation alarmante, Shaaban a appelé à considérer la Journée de la Terre comme une occasion nationale pour renforcer la résistance populaire et protéger les ressources nationales palestiniennes. Il a également exhorté à activer des comités de protection nocturne dans les zones les

plus exposées aux attaques des colons pour défendre les habitants et préserver leur sécurité. En cette Journée de la Terre, le peuple palestinien réaffirme sa détermination à protéger ses terres, à résister et à contrer les plans d'occupation visant à anéantir sa présence et son droit légitime à la liberté.

DES TUNISIENS MANIFESTENT EN SOUTIEN À LA PALESTINE

Des centaines de Tunisiens ont manifesté dans la capitale Tunis, vendredi soir, à l'occasion de la Journée de la Terre palestinienne et de la Journée mondiale d'El-Qods. Les manifestants ont dénoncé les crimes de guerre commis par l'occupant sioniste à Gaza, exigé l'ouverture des points de passage et appelé à la criminalisation de la normalisation des relations avec Israël en Tunisie. Le cortège, composé de militants et citoyens solidaires, a parcouru environ trois kilomètres, de la place Bab El-Khadra, située dans la médina de Tunis, jusqu'à l'avenue Habib Bourguiba, artère principale de la capitale. Les manifestants brandissaient des portraits de figures de la résistance palestinienne, comme l'ancien chef du Hamas, Ismaïl Haniyeh, l'ancien secrétaire général de la résistance libanaise, Hassan Nasrallah, ou encore Mohammed Deif, commandant des brigades palestiniennes. Des banderoles à l'effigie de Yehya Sinwar, ancien dirigeant du Hamas à Gaza, flottaient également parmi la foule, qui scandait des slogans en soutien à la résistance et contre les politiques des États-Unis, d'Israël et toute forme de normalisation. Jamila Echemlali, membre de la Coordination pour l'action en faveur de la Palestine, un collectif regroupant des associations et personnalités pro-palestiniennes, a expliqué : « Cette marche a été organisée en partenariat avec le Réseau tunisien pour faire face à la normalisation et des militants indépendants, afin de célébrer la Journée de la Terre dans un contexte difficile pour la cause palestinienne, marqué par l'agression continue à Gaza et l'incapacité du monde arabe à agir. » Elle a ajouté : « Nos revendications concernent à la fois l'international et le national. À l'international, nous appelons à la fin de l'agression à Gaza, à l'ouverture des points de passage pour permettre l'entrée des aides médicales et alimentaires, ainsi qu'à l'évacuation des blessés et des cas critiques pour recevoir des soins à l'étranger. » Sur le plan national, Echemlali a souligné l'urgence d'adopter une loi criminalisant la normalisation avec Israël, dénonçant « la montée des voix favorables à la normalisation en Tunisie, qui insultent la résistance et appellent à des rapprochements avec l'occupant ». Elle a également appelé à l'expulsion de l'ambassadeur américain et des représentants

des pays soutenant l'agression contre Gaza. La Journée de la Terre, célébrée chaque année le 30 mars par les Palestiniens et leurs soutiens à travers le monde, commémore les événements de 1976. Cette année-là, l'occupation israélienne avait confisqué de vastes étendues de terres appartenant à des citoyens arabes, suscitant des manifestations de masse qui avaient été brutalement réprimées. À travers cette marche, les Tunisiens ont réaffirmé leur soutien indéfectible à la cause palestinienne, en appelant à mettre fin aux massacres à Gaza et à préserver les droits légitimes du peuple palestinien face à l'occupation.

LA RÉSISTANCE ET LA MÉMOIRE AU CŒUR DU COMBAT

À l'occasion du 49^e anniversaire de la Journée de la Terre, la lutte du peuple palestinien pour la souveraineté et l'indépendance demeure plus que jamais un cri de ralliement contre l'occupation israélienne et ses politiques d'annexion. Ce jour symbolique, célébré chaque 30 mars, revêt une signification particulière cette année alors que les agressions israéliennes atteignent des sommets d'horreur en Cisjordanie occupée, à Gaza et à El-Qods. Dans un communiqué publié ce samedi, le mouvement Fatah a souligné que la volonté du peuple palestinien reste inébranlable malgré les massacres, les démolitions et le blocus. Fatah dénonce une « guerre d'extermination menée par l'occupant israélien » depuis le 7 octobre 2023, caractérisée par des « pratiques systématiques de destruction, de famine et de privation d'aide humanitaire ». Le mouvement insiste sur le fait que le peuple palestinien, fort de ses sacrifices, ne cédera pas à ces tentatives visant à effacer son identité nationale et sa souveraineté. « La Palestine restera unie, et aucune solution politique ou géographique imposée par la force ne pourra briser notre attachement à notre terre et à notre capitale, El-Qods occupée », affirme le communiqué. Parallèlement, le Conseil national palestinien a rappelé que les crimes israéliens s'accompagnent d'une intensification de l'annexion coloniale et de la destruction des infrastructures palestiniennes. Selon son rapport, plus de 52 000 dounams de terres palestiniennes ont été confisqués depuis octobre 2023, et 60 nouvelles colonies illégales ont été implantées en Cisjordanie. Depuis le début du conflit actuel, les colonies illégales continuent de s'étendre à un rythme sans précédent. Plus de 770 000 colons israéliens résident désormais dans 180 colonies et 256 avant-postes en Cisjordanie, exploitant illégalement près de 480 000 dounams de terres palestiniennes. Ces colonies, souvent protégées par l'armée israélienne, servent d'instruments de déstabilisation et d'expansion territoriale au détriment de la population autochtone. Face à cette oppression, Fatah et le Conseil national palestinien appellent les Palestiniens à renforcer leur unité nationale et à intensifier la résistance populaire. Une stratégie nationale inclusive est indispensable pour contrer les projets coloniaux israéliens, insistent-ils. Ils invitent également les gouvernements et peuples arabes, ainsi que la communauté internationale, à agir pour condamner ces crimes et renforcer les campagnes de boycott contre Israël. Depuis sa première commémoration en 1976, en réponse à la confiscation de terres palestiniennes par Israël, la Journée de la Terre est un moment de mobilisation et de revendication pour la justice et la liberté. Cette année, elle prend une résonance particulière alors que le peuple palestinien continue de résister à une tentative systématique d'effacement de son existence. Les Palestiniens réaffirment leur détermination à rester enracinés sur leur terre, leur identité et leur histoire, et appellent à un soutien international renforcé pour mettre fin à l'apartheid israélien et restaurer leurs droits légitimes.

M. Seghilani

OUARGLA. LUTTE CONTRE L'INVASION ACRIDIENNE

Nécessité d'une stratégie participative

La nécessité d'élaborer une stratégie collective pour lutter contre l'invasion des criquets pèlerins dans les wilayas du Sud a été vivement recommandée, mercredi à Ouargla, par les participants à une rencontre régionale de coordination sur l'élaboration d'un plan préventif de lutte contre l'invasion acridienne dans le sud du pays.



Ph: DR

Les intervenants, des cadres centraux et locaux, ont souligné l'importance d'œuvrer inlassablement à la prévention et la lutte contre ce fléau pour protéger le potentiel agricole national et préserver la sécurité alimentaire, à travers l'élaboration d'une stratégie participative impliquant des représentants des différents secteurs concernés, pour lutter contre l'invasion des criquets pèlerins dans les wilayas du sud du pays.

Le secrétaire général du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche (MADRP), Hamid Bensaâd, a mis l'accent sur l'identification, sous la supervision des experts de l'Institut national de protection des végétaux (INPV), des lieux d'éclosion des criquets, à l'effet de freiner leur reproduction, et d'accompagner l'INPV dans la préparation d'un plan de lutte aérienne sur les étendues infestées, ainsi que la formation des agriculteurs sur la posologie d'usage des pesticides par précaution sanitaire.

"La situation est sous contrôle", a rassuré le même responsable qui a appelé à être vigilant, notamment dans les wilayas du Sud, avant de faire part de la délimitation de bases d'intervention dotées de quantités suffisantes de pesticides, de produits chimiques et de moyens d'aspersion, en plus, à titre préventif, de la mise à la disposition des agriculteurs des wilayas exposées au risque d'invasion acridienne, de quantités de pesticides.

Le SG du MADRP a assuré aussi que "tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour la lutte contre ce fléau, en sus de l'équipement des équipes de surveillance et de prospection de 18 drones pour l'observation et la localisation de mouvements acridiens, en vue d'une intervention rapide, le cas échéant, et la protection des périmètres et pôles agricoles, notamment les cultures stratégiques. Pour leur part, les walis prenant part

à la rencontre (en présentiel ou par visioconférence) ont fait le point sur la situation de l'invasion acridienne au niveau de leur wilaya et les actions des comités de vigilance installés, outre la définition des ressources humaines et logistiques mobilisées pour l'opération, ainsi que les carences accusées dans la lutte contre l'invasion acridienne.

Parmi les autres recommandations formulées par les participants, l'organisation de sessions de formation au profit des intervenants dans cette opération, l'intensification de campagnes de sensibilisation et de vulgarisation, via les radios locales et les réseaux sociaux, en direction des agriculteurs et des citoyens en général, à l'effet de leur fournir des informations fiables et précises pour éviter toute fausse information liée à la situation acridienne. Initiée par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, avec le

concours des ministères de la Défense nationale et de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, les travaux de cette rencontre régionale de coordination ont été marqués par la présentation, par des spécialistes de la lutte antiacridienne, de communications et de suggestions afférentes à l'élaboration du plan préventif.

Ont pris part à cette rencontre, tenue au siège de la wilaya d'Ouargla, outre des directeurs centraux du MADRP, des chefs de l'exécutif de 22 wilayas du pays, des représentants de la Délégation nationale aux risques majeurs, des secteurs de l'Energie, des Transports et de la Protection civile, ainsi que des directions des services agricoles (DSA) des wilayas concernés, de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS), de l'INPV et ses stations, et des inspecteurs de la santé des végétaux.

SIDI BEL-ABBÈS. LOGEMENTS

Lancement de la réalisation de plus de 50 projets d'habitat

Plus de 51 projets de réalisation de 2409 logements de différentes formules, ont été lancés au mois de mars courant à Sidi Bel-Abbès, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Cette opération concerne 28 communes et comprend 2000 logements publics locatifs et 409 unités sous d'autres formules, dont quatre projets de logements participatifs et sociaux, ainsi que de logements location-vente. Ces projets s'insèrent dans le cadre de 64 projets concernant dix secteurs différents répartis sur 35 communes, lancés récemment dans le but de renforcer les efforts de l'Etat pour améliorer les conditions de vie des citoyens.

Dans ce cadre, la première pierre a été posée pour la construction de 360 logements publics locatifs dans la commune de Telmouni et 260 logements de la même formule dans le quartier Beni Ameur, au chef-lieu de la wilaya, ainsi que 90 logements et 200 unités de logements publics locatifs dans les communes de Ras El Ma et Telagh, respectivement, a-t-on indiqué. A

noter que ces opérations ont eu lieu dans le cadre de la commémoration du 63e anniversaire de la fête de la victoire, célébrée le

19 mars, et ont été accompagnées du lancement de nombreux projets dans 10 secteurs différents.

BOUIRA. HABITAT

Remise des clés de 137 logements sociaux

Les clés de 137 logements sociaux ont été attribuées jeudi à leurs bénéficiaires à Sour El Ghouzlane (Sud de Bouira) et M'Chedallah (Est). Une cérémonie de remise des clés présidée par le wali Abdelkrim Laâmouri, en compagnie d'autres responsables locaux, a été organisée à cet effet à l'Institut national de la Formation professionnelle Moha-

med Kebabi (ville de Bouira). Selon les détails fournis par les responsables locaux du secteur de l'habitat, 35 logements sociaux publics-locatifs (sociaux) ont été réalisés dans les communes de Ma'moura, Dechmia, et Sour El Ghouzlane, relevant de la Daira de Sour El Ghouzlane, alors que 102 autres unités de la même formule, ont été réalisées dans les communes d'Ahnif

(53), Aghbalou (49). Ce programme a été réalisé dans le cadre des mesures visant à éradiquer l'habitat précaire et améliorer le tissu urbain des villes de la wilaya de Bouira. Il s'agit de la 84e opération de distribution de logements sociaux, dont 28 opérations concernent l'éradication de l'habitat précaire à travers les différentes communes de la wilaya.

TÉBESSA. NESDA

Signature d'une convention de coopération avec les antennes locales de l'emploi

Une convention de coopération a été signée jeudi au siège de la wilaya de Tébéssa entre les deux antennes locales de l'emploi et de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) en présence du wali, Ahmed Belhaddad. Dans son allocution à l'occasion, le wali, a souligné que cette convention porte sur l'accompagnement des porteurs de projets innovants, la consolidation de l'environnement économique dans cette wilaya frontalière et le développement des micro-entreprises, affirmant que les autorités locales veillent à assurer le soutien et les facilités pour cette catégorie. De son côté, le responsable de l'antenne locale de l'emploi, Khaled Hedadji a souligné que la convention vise "la formation des cadres locaux de l'antenne de l'emploi dans le domaine de l'entrepreneuriat pour pouvoir accompagner les porteurs de projets et les orienter vers NESDA et porte sur l'échange d'informations entre les deux parties". Le directeur de l'antenne locale de NESDA, Moussa Mechtar, a indiqué que la convention concerne l'accompagnement des porteurs de projets innovants de l'université et des établissements de formation professionnelle et d'exploiter la base de données de l'antenne locale de l'emploi pour se rapprocher des demandeurs d'emploi et les inciter à se lancer en entrepreneuriat.

EL-MÉNIÂA. SONELGAZ

Raccordement de 13 quartiers aux réseaux d'électricité et de gaz

Treize (13) quartiers de la wilaya d'El-Méniâa ont été raccordés aux réseaux d'électricité et du gaz, a-t-on appris jeudi de la direction locale de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Lancées par les autorités locales, ces opérations ont touché les quartiers de Belbachir, Rif, Tin-Bouزيد, Djeramna, Doui Belhadj, Menasria et Aïn El-Beïda, dans la commune d'El-Méniâa. De même, l'opération a donné lieu à la réalisation de 26,4 km de lignes électriques au niveau de certains quartiers de la commune de Hassi-Lefhal. S'agissant du réseau de gaz naturel, l'opération de raccordement a concerné les quartiers d'El-Madhi, Ksar Belkacem, Hadbani, Ouled Zeid et Menasria (commune d'El-Méniâa), ainsi que le quartier Boudiaf (commune de Hassi-Lefhal), soit plus de 509 foyers raccordés au réseau de gaz dans les trois communes de la wilaya, El-Méniâa, Hassi-Lefhal et Hassi El-Gara. Lors du lancement de ces projets, le wali d'El-Méniâa, Mokhtar Benmalek, a salué les efforts fournis par la direction de distribution de la Sonelgaz et ses équipes, pour l'exécution de ces projets.

TIARET. RAMADHAN

Un travail de terrain soutenu pour la solidarité avec les démunis

De nombreuses associations et des groupes caritatifs de la wilaya de Tiaret œuvrent à travers des actions de bienfaisance à venir en aide à des démunis lors du Ramadhan et diverses autres occasions, signe d'engagement et d'attachement de la société algérienne aux valeurs de solidarité et de charité.

L'utilisation des réseaux sociaux a contribué à la promotion de ces initiatives caritatives et les a rendues plus efficaces pour prendre en charge un plus grand nombre de personnes dans le besoin. Elle a également permis l'implication croissante de bienfaiteurs et de bénévoles qui se sont mobilisés pour des actions de charité. Dans la wilaya de Tiaret, plusieurs associations se distinguent par leurs efforts pour venir en aide aux démunis, malades et passants (voyageurs). Parmi elles, un groupe de jeunes, devenu un modèle salué et soutenu par les bienfaiteurs et les orga-



nismes publics, se distingue par les services qu'il offre aux pauvres, malades et passants. Il s'agit du groupe "Tiaret Charité pour les oeuvres caritatives". Salah-eddine Djelouat, porte-parole du groupe, actif depuis neuf ans, a souligné que cette initiative réunit 25 jeunes, parmi lesquels des employés, des investisseurs, des commerçants et des chômeurs, tous animés par l'amour du bien et le désir d'aider les nécessiteux, en particulier les malades atteints de cancer, les pauvres et les orphelins. L'activité du groupe s'est particulièrement distinguée durant le mois de Ramadhan 2016, lorsqu'il a choisi un parking pour camions près de la commune de Guertoufa, sur la route nationale 23, en raison de la densité du trafic, afin d'y organiser des repas d'iftar et d'offrir du réconfort aux voyageurs. Les membres du groupe financent ces actions grâce à leurs économies personnelles tout au long de l'année, en complément de dons des bienfaiteurs qui fournissent des denrées alimentaires pour la gestion de ce restaurant, servant en moyenne 300 repas par jour durant le mois

de jeûne. Un grand chapiteau pouvant accueillir 250 personnes fut installé sur le site, avec un espace dédié aux familles, un autre pour le repos des chauffeurs de poids lourds avant l'heure d'iftar, ainsi que des sanitaires mobiles.

AIDER LES PATIENTS ATTEINTS DE CANCER, UN AUTRE ASPECT DE LA BIENFAISANCE

Assister des patients atteints de cancer est une activité quotidienne de "Tiaret Charity", qui a accompli des avancées significatives en rapprochant ces malades des bienfaiteurs et des médecins. A cet effet, un groupe a été créé sur WhatsApp, réunissant 54 médecins, 46 bienfaiteurs et 13 bénévoles, permettant une prise en charge sociale après vérification des cas signalés. Grâce à cette initiative, environ 100 patients sont pris en charge chaque année, pour des interventions chirurgicales coûtant moins de 60.000 DA couvertes par les médecins eux-mêmes, tandis que les bienfaiteurs interviennent pour financer les cas nécessitant des opérations plus coûteuses. Les cli-

niques publiques et privées y contribuent également en accélérant les examens médicaux et les radiographies requises.

Dans le cadre de ses efforts dans le domaine médical, le groupe a eu l'idée de créer un centre d'hébergement pour les patients en traitement, en prévision de l'ouverture du Centre régional anti-cancer, qui accueillera des malades de plusieurs wilayas et dont la concrétisation a déjà commencé. En tant que gérant d'un bureau d'études, M. Djelouat s'est chargé de l'élaboration du plan de "Dar El-Afia", dont le terrain a été obtenu gratuitement grâce aux autorités locales qui soutiennent l'association "El-Afia", en charge du projet. A ce jour, le taux d'avancement des travaux a atteint 20%, indique-t-on. Ce centre, situé à proximité de l'hôpital de Tiaret, s'étendra sur 1.000 mètres carrés et comprendra quatre étages avec une capacité pouvant atteindre 150 lits. Il offrira un hébergement, un accompagnement psychologique et une assistance administrative aux patients. Dans cette optique, M. Djelouat a lancé un appel aux donateurs pour soutenir financièrement ce projet, dont le coût est estimé à environ 100 millions DA. Après plusieurs années d'engagement dans l'action humanitaire, M. Djelouat considère que celle-ci est le fruit d'une éducation sociale, insistant sur la nécessité de sensibiliser les jeunes à ces valeurs dès le plus jeune âge. Selon lui, les campagnes de volontariat, même pour des actions simples comme le nettoyage, renforcent les liens d'entraide et de solidarité entre les enfants et leur inculquent un esprit d'équipe. Il a également souligné que l'activité au sein d'un groupe permet de révéler des compétences individuelles et d'encourager des valeurs telles que le don de soi et la solidarité, appelant les jeunes à prendre des initiatives et à tendre la main à ceux qui en ont besoin dans la société.

SAÏDA.

RÉSEAU DE GAZ NATUREL Raccordement de plus de 230 foyers à Aïn El-Hadjar

Plus de 230 foyers dans la commune d'Aïn El-Hadjar (Saida) ont été raccordés au réseau de distribution de gaz naturel, selon les services de la wilaya. Cette opération, lancée au début du mois de mars et supervisée par la Société de distribution de l'électricité et du gaz, a nécessité un investissement global de plus de 20 millions DA pour la réalisation d'un réseau de raccordement de 2 kilomètres, a précisé le même source. A noter que depuis le début d'année 2023, la direction locale de la Société de distribution de l'électricité et du gaz a raccordé plus de 1.200 foyers dans différentes zones de la daïra d'Aïn El-Hadjar au réseau de gaz naturel. Il est également à souligner que 70 familles de la région de Tamsina (commune d'El Hassasna) ont bénéficié, la semaine dernière, de l'opération de raccordement de leurs habitations au réseau de gaz naturel. Pour rappel, le nombre total d'abonnés de la Société de distribution de l'électricité et du gaz dans la wilaya de Saida est de 105.050, selon la direction locale de la société.

EL-BAYADH. BARRAGE VERT

Installation du groupe de wilaya chargée de la réhabilitation du projet

Le groupe de la wilaya chargée de la réhabilitation du projet du Barrage vert, a été installée récemment à El Bayadh, dans le cadre d'un effort conjoint impliquant plusieurs acteurs pour y contribuer, a-t-on appris de la direction locale de l'Environnement. Selon la même source et dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de coopération et de partenariat entre le ministère de l'Environnement et de la Qualité de vie et les Scouts musulmans algériens (SMA), l'installation de cette équipe a eu lieu la semaine dernière à l'annexe de l'Institut national des formations environnementales d'El-Bayadh. Cette équipe regroupe les représentants de la direction de l'Environnement, du Commissariat

de wilaya, ainsi que de la Conservation des forêts. Ce groupe de travail contribuera aux campagnes et aux actions de volontariat de reboisement, avec la participation des volontaires des Scouts musulmans algériens, dans le cadre des efforts en cours pour réhabiliter et étendre le projet du Barrage vert, lutter contre la désertification et préserver la biodiversité, a-t-on indiqué.

Dans ce contexte et dans le cadre des campagnes de plantation forestière, inscrites dans l'initiative nationale de reboisement lancée par l'Institut national des formations environnementales sous le slogan "Ensemble, protégeons et restaurons les terres forestières", la wilaya a bénéficié de 600 plants. Récemment,

MÉDÉA. DÉDOUBLEMENT D'UN TRONÇON DE LA RN 18 Livraison du projet en juillet

Le projet de dédoublement d'un tronçon de la route nationale N 18 reliant Sidi-Naamane et Beni-Slimane, à l'est de Médéa, sera livré, au plus tard, au mois de juillet, a indiqué, jeudi, le directeur local des travaux publics. D'un linéaire de 23 km, ce projet routier est scindé en deux sections, la première d'une longueur de 13 km va de Sidi-Naamane jusqu'à l'entrée de la commune de Beni-Slimane, alors que la seconde section, d'un linéaire de 10 km, fait la jonction entre le chef-lieu de la commune de Beni-Slimane et les localités de l'est de Médéa et de la wilaya de Bouira, a fait savoir le directeur des travaux publics, Mohamed Hellal. Les deux sections, qui sont actuellement en cours de réalisation, seront livrés au secteur des travaux publics au mois de juillet, sauf retard imprévu, a précisé le même responsable qui rappelle que le dédoublement du tronçon Sidi Naamane-Beni Slimane garantira un accès rapide pour les automobilistes transitant par ces localités vers l'autoroute nord, grâce à la pénétrante de la ville de Berrouaghia. Une enveloppe financière de l'ordre de huit milliards de dinars a été injectée dans ce projet appelé à assurer une meilleure fluidité du trafic routier et booster l'activité économique et commerciale au niveau de cette partie est de la wilaya de Médéa, a-t-il précisé.

CONSTANTINE. ÉRADICATION DE L'HABITAT PRÉCAIRE

Remise des clés de 1226 logements

Les clés de 1.226 logements inscrits dans le cadre du programme de l'éradication de l'habitat précaire dans la wilaya de Constantine ont été remises à leurs bénéficiaires. La cérémonie de distribution de ce quota s'est déroulée mercredi soir sous la supervision du wali, Abdelkhalik Sayouda, en présence des autorités locales civile et militaire à la mosquée Emir Abdelkader de la ville de Constantine à l'occasion de la célébration de la Nuit du Destin (Leilat El-Qadr). Dans une déclaration à l'APS, le chef de daïra de Constantine, M. Abdelwahab Berkan, a affirmé que "l'opération représente la dernière étape du dossier de l'éradication de l'habitat précaire et un pas important dans le processus de développement social et urbain dans cette wilaya". Il convient de noter que ces logements, réalisés à l'extension de l'unité de voisinage UV 14 dans la circonscription administrative d'Ali Mendjeli (Sud-Ouest de Constantine), s'inscrit dans le cadre du programme national visant à éliminer les habitations précaires, pour lequel les autorités locales ont mobilisé tous les moyens nécessaires pour assurer son succès.

300 arbres ont été plantés dans la zone de "Gaâdat El-Zebda" dans la commune d'El Bayadh. Les 300 plants restants seront mis en terre dans les jours à venir dans différentes zones de la wilaya.

Il convient de rappeler que la campagne nationale de reboisement, initiée par l'Institut national des formations environnementales, vise à planter plus de 22.000 arbres de différentes espèces à travers 11 wilayas du pays, dont El-Bayadh, en coordination avec les directions locales de l'Environnement.

Cette initiative a pour objectif la réhabilitation des écosystèmes dégradés par les incendies et la contribution au projet du Barrage vert.

S
T
R
O
B
S

AMICAL

Suède - Algérie début juin à Stockholm

La sélection algérienne de football affrontera son homologue de Suède début juin prochain à Stockholm, dans le cadre de la préparation des deux sélections aux éliminatoires de la coupe du monde 2026, prévue aux États-Unis, au Mexique et au Canada, a annoncé jeudi soir à Alger, le ministre des Sports, Walid Sadi.



"On vient de finaliser un accord avec la fédération suédoise de football pour disputer un match amical, dans le cadre des préparatifs de nos deux pays à la dernière partie des éliminatoires de la coupe du monde 2026. Cette joute amicale aura lieu le 10 juin, à Stockholm, durant la date FIFA pour les matchs amicaux", a indiqué le ministre à la Coupole du complexe olympique Mohamed Boudiaf, en marge de la cérémonie de clôture du tournoi Futsal de la presse. "Outre la Suède, nous sommes à la recherche d'un autre sparring-partner, pour disputer un deuxième match amical contre une sélection africaine, durant le même mois", a encore précisé le ministre. Ayant déjà assuré sa qualification à la pro-

chaine coupe d'Afrique des nations (CAN-2026), la sélection algérienne a franchi, mardi, un grand pas vers la qualification au Mondial de la même année, sur le continent nord-américain. Lors de la 6e journée des éliminatoires, les camarades de Mohamed Amine Amoura ont remporté une importante victoire contre le Mozambique (5-1), un adversaire direct pour la qualification, s'emparant par la même occasion de la première place du Groupe (G), avec 15 points. Une phase éli-

minatoire qui ne reprendra que durant le mois de septembre, avec la 7e journée. L'Algérie accueillera le Botswana, entre le 1er et le 09. A la fin des éliminatoires, les premiers des neuf groupes en lice seront directement qualifiés pour la phase finale du Mondial 2026. Les quatre meilleurs deuxièmes (des groupes) joueront un tournoi de barrage de la CAF, dont le vainqueur participera au tournoi de barrage de la Fédération internationale (Fifa).

R. S.

COUPE D'ALGÉRIE (QUART DE FINALE)

Le CR Belouizdad complète le carré d'AS

Le CR Belouizdad, détenteur du trophée, s'est qualifié aux demi-finales de la Coupe d'Algérie de football, saison 2024-2025, aux dépens du MO Béjaia, qu'il a battu sur le score de (1-0), mi-temps (0-0), vendredi en soirée, lors du dernier quart de finale joué au stade "Hocine Ait Ahmed" à Tizi Ouzou. Le but du match a été inscrit par Mayo à la 54 minute. Le CRB rejoint ainsi en demi-finale, les clubs de l'USM Alger, du MC El Bayadh et de l'USM El Harrach, qui avaient fait de même face, respectivement, le CR Témouchent (Ligue 2), l'ES Sétif (Ligue 1) et l'ES Mostaganem (Ligue 1), lors des matchs de quarts de finale joués, mercredi et jeudi. Au stade Miloud Hadefti (Oran), l'USM Alger a facilement éliminé le CR Témou-



chent (Ligue 2) sur le score de 5-0, grâce aux réalisations de khaldi (24' 66'), Benmazouz (42', 71') et Ghacha (90+1), alors que le MC El Bayadh a

réalisé la sensation des quarts en écartant l'ES Sétif, un des spécialistes de la compétition et auteur de 8 trophées, sur le score de 1-0, après les prolon-

gations. L'unique but du match joué au stade Nelson Mandela (Alger), a été marqué par Boudechicha (100'). Lors de la soirée du mercredi, l'USM El Harrach (Ligue 2) s'était défait, au stade du 5 juillet (Alger), de l'ES Mostaganem, aux tirs au but (2-0), après la fin du temps réglementaire et les prolongations sur un score nul (1-1).

LES DEMI-FINALES PROGRAMMÉES POUR LE 15 AVRIL

Les demi-finales de la Coupe d'Algérie de football, saison 2024-2025, sont programmées pour la journée du mardi 15 avril, a indiqué samedi la Commission de la Coupe d'Algérie de la Fédération algérienne de football (FAF). A cet effet, la rencontre mettant aux prises l'USM Alger (Ligue 1) et l'USM El Harrach (Ligue 2) aura lieu au stade du 5-juillet 1962 (20h45), alors que le match opposant le CR Belouizdad au MC El Bayadh se déroulera au stade Miloud Hadefti d'Oran (18h00). Les matchs des demi-finales auront lieu dans un grand stade neutre, avec l'utilisation de la technologie de l'assistance vidéo à l'arbitrage.

Programme des demi-finales :

- Stade 5-Juillet 1962 (20h45) : USM Alger (Ligue 1) - USM Harrach (Ligue 2)
- Stade Miloud Hadefti d'Oran (18h00) : CR Belouizdad (Ligue 1) - MC El Bayadh (Ligue 1).

FIFA

Le représentant du département technique régional en visite de travail en Algérie

Le représentant du département technique régional de la Fédération internationale de football (Fifa), Belhassen Malouche se trouve depuis jeudi en Algérie, dans le cadre d'une visite de travail de trois jours, visant à renforcer les programmes de développement de la discipline, a indiqué vendredi la fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel. "Cette mission vise à approfondir les discussions avec le Directeur technique national (DTN), M. Ali Moucef, autour des programmes de la division du développement mondial du football (GFD) de la Fifa et d'autres sujets relatifs au département technique" a détaillé l'instance fédérale. Cette rencontre marque une étape importante dans la collaboration entre la Fifa et la FAF, "avec pour objectif principal l'optimisation des stratégies techniques et le développement du football en Algérie", a expliqué la FAF. Pendant son séjour en Algérie, "M. Malouche, qui a été reçu jeudi au siège de la FAF par le secrétaire général de cette instance, M. Nadir Bouzenad, prendra part à plusieurs réunions, visant à renforcer les compétences locales et à aligner les initiatives nationales" avec les standards internationaux de la Fifa. Cette visite témoigne de l'engagement de la Fédération internationale à accompagner les fédérations nationales dans leurs efforts de structuration et de modernisation de la discipline.

POUR EXPLOITER LES RICHESSES MINÉRALES DE L'AFRIQUE

L'Union africaine demande des "actions audacieuses"

L'Union africaine a exhorté les pays africains à exploiter les vastes ressources minérales du continent grâce à des efforts coordonnés pour stimuler le développement durable, l'industrialisation et la transformation économique.



PH. DR

Dans une déclaration publiée vendredi, le bloc panafricain a souligné le besoin urgent de relever les défis liés à l'utilisation des ressources minérales de l'Afrique afin de favoriser un développement équitable et durable. Ce dernier appel de l'Union africaine fait suite à sa récente réunion qui s'est concentrée sur l'industrialisation des minéraux et lors de laquelle des décideurs politiques, experts, parties prenantes du secteur clé, acteurs du secteur privé et partenaires de développement se sont réunis au siège de l'organisme dans la capitale éthiopienne

Addis-Abeba. Appelant le continent riche en minéraux à prendre des "actions audacieuses" pour exploiter ses ressources minérales afin de stimuler son industrialisation, l'Union africaine a souligné que la Stratégie des minéraux verts africaine (Africa's Green Minerals Strategy, AGMS) récemment lancée est "une étape fondamentale dans les progrès de l'industrialisation et de l'électrification de l'Afrique grâce aux minéraux verts", ajoutant que la stratégie continentale cherche à positionner l'Afrique non seulement en tant que fournisseur

de matières premières, mais aussi en tant que pôle d'industrialisation verte et d'addition de valeur. De son côté, Ron Osman, directeur de l'industrie, des minéraux, de l'entrepreneuriat et du tourisme à la Commission de l'Union africaine, a rappelé la nécessité pour l'Afrique de prendre le contrôle de ses richesses minérales, notant que l'AGMS "présente une opportunité unique pour nous de prendre le contrôle de nos ressources, de faire monter la chaîne de valeur et de stimuler l'industrialisation pour la prospérité de nos peuples". Selon M. Osman, cité par la

déclaration de l'Union africaine, "l'Afrique détient la clé des ambitions du monde pour une transition énergétique juste. Notre continent possède une abondance inégalée de minéraux verts essentiels. Cependant, le défi réside dans la transformation de ce potentiel en une croissance équitable et durable pour l'Afrique tout en contribuant à des progrès mondiaux". Mettant également l'accent sur le besoin urgent de profiter de la demande mondiale croissante de minéraux verts critiques, l'Union africaine a exhorté les pays du continent à améliorer leur force de négociation collective pour s'assurer que les accords sur les minéraux donnent la priorité à la valeur locale ajoutée par rapport aux exportations de matières premières. Selon le bloc panafricain, bien que l'Afrique soit le principal producteur mondial de nombreux produits à base de minéraux, la plupart des minéraux africains sont exportés sous forme de minerais, de concentrés ou de métaux, et le manque de valeur ajoutée entrave la position commerciale mondiale de l'Afrique, la laissant dans une position de vulnérabilité face aux caprices des marchés mondiaux des matières premières.

R.I.

SELON L'EXPERT CAMEROUNAIS NKOLO FOE

« La coopération Sud-Sud est essentielle à la stabilité mondiale »

Une coopération Sud-Sud est essentielle pour renforcer la sécurité et la stabilité mondiales et aussi « relever les défis urgents d'un monde en mutation rapide », a déclaré Nkolo Foe, ancien professeur à l'Université de Yaoundé I, Cameroun. Pour l'expert africain des questions stratégiques « es dernières années, les États-Unis ont adopté des mesures drastiques visant à imposer un ordre mondial basé sur leurs propres règles » et les mesures prises plus récemment par le président Donald Trump, a-t-il poursuivi « ont un impact direct sur le monde du Sud global ». Des mesures « susceptibles de déstabiliser l'ordre mondial et de perturber la coexistence pacifique », a déclaré Foe, qui a eu à occuper le poste de vice-président du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique, dans une interview à l'agence Xinhua à Yaoundé, la capitale camerounaise. La politique de Trump, explique l'expert africain « s'articule autour de la relance de la doctrine Monroe », l'un de ses principaux objectifs, poursuit-il « étant le démantèlement des BRICS et du Sud global » affirme Nkolo Foe, sans manquer de souligner que face à ces défis, « la proposition de l'économiste Samir Amin, préconisant l'organisation d'un « Bandung II » pour consolider le partenariat afro-asiatique et renforcer la coopération entre les nations et les peuples du monde du Sud global. Poursuivant l'expert africain souligne que « les pays du Sud, et particulièrement l'Afrique, se réveillent » et l'expulsion et la fermeture des bases militaires françaises, poursuit-il « constituent un indicateur extrêmement important, affirmant la volonté de l'Afrique de parachever son indépendance », a-t-il précisé. Dans

cette dynamique, « les nations africaines continuent de réaliser des progrès substantiels vers l'indépendance, l'unité et l'intégration » et le soutien de la Chine conforte l'Afrique dans son rôle d'acteur incontournable sur la scène mondiale », a déclaré M. Foe. Évoquant le Forum sur la coopération sino-africaine et les sommets des BRICS de 2024, M. Foe a déclaré que la coopération sino-africaine « avait produit de nombreux résultats positifs, notamment dans les domaines des infrastructures, des télécommunications et du développement vert. « Tous ces secteurs font partie des projets et initiatives qui profitent à l'Afrique », a-t-il ajouté. Concernant le développement de l'économie verte, Foe a déclaré qu'il s'agissait d'un enjeu important, saluant « les efforts de la Chine dans ce domaine », citant des initiatives en faveur des énergies renouvelables, de la production de véhicules élec-

triques et de l'installation de panneaux photovoltaïques. « Nous devons pleinement saisir le concept de civilisation écologique proposé par la Chine », a-t-il déclaré. Selon Foe, la Chine a démontré la réussite de son modèle de « modernisation chinoise », déclarant que « les Africains doivent être conscients des choix stratégiques à faire pour bénéficier pleinement des initiatives de modernisation proposées par la Chine », en vue d'une « Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène mondiale » avant d'ajouter que « cet aspect idéologique doit être pris en compte, et surtout, doit être saisi et traité de manière appropriée, si l'on veut que les initiatives de modernisation en faveur de l'Afrique soient bénéfiques », a-t-il déclaré.

R.I.

AFRIQUE – CHINE

La République du Congo et Pékin s'engagent à « renforcer » la coopération sino-africaine

Lors de la visite à la République populaire de Chine du ministre des Affaires étrangères de la République du Congo Jean-Claude Gakosso, son homologue chinois, Wang a affirmé l'engagement de Pékin à promouvoir avec la RC, le développement « de haute qualité » de la coopération bilatérale et également « sino-africaine ». Wang a déclaré que les relations bilatérales entre la Chine et la République du Congo « étaient devenues un modèle de solidarité et de coopération sino-africaines ».

Notant que le Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) est la plate-forme la plus importante pour que la Chine et l'Afrique s'unissent et s'entraident pour parvenir à un développement commun, Wang a déclaré que la Chine était prête à travailler avec la République du Congo pour mettre en œuvre les

résultats du Sommet de Beijing du FOCAC l'année dernière, en particulier les « Dix actions de partenariat ». Wang a également appelé la Chine et les pays africains à s'unir et à coopérer plus étroitement pour sauvegarder les intérêts communs des pays en développement et promouvoir la paix, la stabilité et le développement dans le monde face à la situation internationale chaotique. Gakosso a déclaré que la République du Congo attachait une grande importance au rôle de coprésident du FOCAC et était disposée à travailler avec la Chine pour préparer la réunion ministérielle des coordinateurs sur la mise en œuvre des résultats du FOCAC et l'Exposition économique et commerciale Chine-Afrique, afin de promouvoir davantage de résultats dans la coopération Afrique-Chine.

R.I.

SUD SOUDAN

Le SG de l'ONU exhorte les dirigeants du pays à mettre fin à la confrontation politique

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a exhorté les dirigeants du Soudan du Sud à mettre fin à la confrontation politique, à libérer les responsables détenus et à mettre pleinement en œuvre l'accord de paix de 2018. "Tous les nuages sombres d'une tempête parfaite se sont abattus sur le peuple du pays et l'un des plus pauvres au monde, a-t-il dit lors d'une conférence de presse. "Ce que nous voyons rappelle sombrement les guerres civiles de 2013 et 2016, qui ont tué 400.000 personnes". Ses propos font suite à la récente escalade de la crise dans le pays, le premier vice-président, Riek Machar, ayant été placé mercredi en résidence surveillée à Juba, la capitale, alors que les affrontements s'intensifient et que des attaques contre les populations civiles sont signalées. Le Soudan du Sud a obtenu son indépendance en juillet 2011, mais la guerre a éclaté en décembre 2013 entre les forces loyales au président Salva Kiir et les forces d'opposition dirigées par M. Machar, faisant des centaines de milliers de morts. L'accord de paix de 2018 a mis fin aux combats et établi un gouvernement d'union nationale. Estimant que l'heure était au dialogue et à la désescalade dans l'intérêt du peuple sud-soudanais qui souffre depuis longtemps, M. Guterres a déclaré : "La Corne de l'Afrique est déjà en proie à des troubles et ne peut se permettre un nouveau conflit, pas plus que le peuple du Soudan du Sud". Il a appelé les dirigeants de ce pays à mettre fin à la confrontation politique, à libérer les responsables militaires et civils détenus, à rétablir pleinement le gouvernement et à mettre en œuvre les engagements pris dans le cadre de l'accord de paix de 2018. Le chef de l'ONU a également exhorté la communauté régionale et internationale, en tant que garante de cet accord de paix, à "parler d'une seule voix" pour soutenir le processus de paix et s'opposer à toute tentative visant à le saper. "Le Soudan du Sud a peut-être disparu du radar du monde, mais nous ne pouvons pas laisser la situation sombrer dans l'abîme", a-t-il dit. Antonio Guterres a déclaré à la presse que les Nations Unies travailleraient en étroite collaboration avec l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). "Aujourd'hui plus que jamais, les dirigeants du Soudan du Sud doivent entendre un message clair, unifié et retentissant : déposez les armes. Faites passer le peuple du Soudan du Sud en premier", a-t-il souligné.

R.I.

VIVIAN MOTZFELDT, MAE DE L'EXÉCUTIF AUTONOME DU GROENLAND

« Le renforcement des liens avec la Chine serait l'une de mes priorités »

Les dirigeants politiques du Groenland ont exprimé vendredi leur intérêt pour l'approfondissement de la coopération avec la Chine dans des domaines tels que le commerce, la pêche et le développement durable, tout en soulignant le potentiel d'un accord de libre-échange entre les deux parties.

Vivian Motzfeldt, la nouvelle ministre des Affaires étrangères du nouveau gouvernement autonome du Groenland, a déclaré que le renforcement des liens avec la Chine serait l'une de ses priorités. « Mon voyage en Chine en 2023 a été mémorable », a-t-elle déclaré, soulignant que la Chine est l'un des plus grands marchés de produits de la mer du Groenland. « La Chine est très importante pour nous et nous sommes impatients de renforcer notre coopération. » Motzfeldt a déclaré que ses tâches comprenaient la stimulation des exportations, le renforcement de la coopération dans le secteur de la pêche et la recherche d'un accord de libre-échange avec la Chine. Aqqalu Jerimiassen, président du parti Atassut et membre du Parlement groenlandais, a partagé des points de vue similaires sur la base de sa visite en Chine en 2018. « Je suis allé à Pékin, à Guangzhou et dans plu-



sieurs autres villes », a-t-il déclaré à Xinhua. « J'ai été très impressionné lors de ma visite en Chine. J'étais particulièrement intéressé par la manière dont nous pouvons bâtir une bonne coopération avec les entreprises et les autorités chinoises. » Vendredi, le Groenland a annoncé la formation d'un nouveau gouvernement autonome à Nuuk, la capitale. Lors d'une cérémonie organisée au Centre culturel Katuaq, quatre partis politiques, représen-

tant 23 des 31 sièges du parlement groenlandais, ont signé un accord de coalition pour établir ce nouveau gouvernement autonome. Le Groenland était une colonie danoise jusqu'en 1953, date à laquelle il est devenu partie intégrante du Royaume du Danemark. En 1979, il a acquis son autonomie, tandis que le Danemark conservait le contrôle des affaires étrangères et de la politique de défense.

R. I.

HAÏTI

« La situation ne fait que s'aggraver » selon l'ONU

Le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a estimé que la situation en Haïti ne faisait que s'aggraver, avec des bandes armées s'emparant de plus de territoires, s'associant et s'en prenant violemment à la population. « La situation des droits de l'hom-

me en Haïti a atteint un nouveau point de crise », a déclaré M. Türk, ajoutant que la violence et l'insécurité s'étaient « dramatiquement aggravées ». Lors de la présentation de son rapport annuel sur la situation en Haïti, il a indiqué, vendredi, au Conseil des droits de l'homme de l'ONU que les gangs

gagnaient du terrain dans la capitale Port-au-Prince et sa périphérie, et s'étaient emparés d'infrastructures vitales. Selon lui, les gangs s'unissent souvent pour lancer des attaques et dépassent souvent en nombre et en puissance de feu les forces de l'ordre. « Les gangs tuent des gens ordi-

naires, punissent brutalement ceux qui ne suivent pas leurs règles ou qui sont soupçonnés de collaborer avec la police ou les groupes d'autodéfense », a-t-il déclaré. Haïti, le pays le plus pauvre des Amériques, a été plongé dans une crise sécuritaire majeure l'année dernière lorsque des gangs ont lancé des attaques à Port-au-Prince afin de forcer le Premier ministre de l'époque, Ariel Henry, à démissionner. M. Türk a indiqué qu'entre le 1er juillet 2024 et le 28 février 2025, ses services avaient établi qu'au moins 4.239 personnes avaient été tuées et 1.356 blessées. Il a ajouté que les lynchages de membres de gangs par des groupes d'auto-défense ou par des foules en colère se sont multipliés au cours des derniers mois. William O'Neill, l'expert de l'ONU pour les droits de l'homme en Haïti, a déclaré au Conseil que la communauté internationale devrait davantage soutenir la force de sécurité dirigée par le Kenya pour renforcer la police haïtienne, en lui fournissant plus de personnel, d'hélicoptères, de véhicules et d'équipements. Et si les pays parvenaient à interrompre les flux d'armes et de munitions arrivant dans l'île, « les gangs ne pourraient pas survivre très longtemps sans elles ». « Il est temps d'agir. Si nous attendons plus longtemps, il pourrait ne rester que très peu de choses à sauver en Haïti », a-t-il conclu.

R. I.

INCENDIES EN CORÉE DU SUD

Les flammes reprennent après avoir été éteintes

Les autorités sud-coréennes ont déployé hier, des hélicoptères pour lutter contre la reprise des flammes dans une zone du sud-est du pays, selon un responsable des services forestiers. Les flammes sont reparties tôt hier matin à Angong, ville de la province du Gyeong-sang du Nord (sud-est), poussant les autorités à déployer huit hélicoptères dans cette zone, selon cette source. Les pompiers, aidés par la pluie, étaient parvenus à éteindre vendredi le principal incendie de la région. « Il semble que les braises se soient ravivées », a précisé le responsable des services forestiers, ajoutant qu'il était prévu « de déployer davantage d'hélicoptères dans la zone d'Andong ». Le bilan de ces incendies de forêt, qui ont débuté le week-end dernier, s'est par ailleurs alourdi à 29 morts et 40 blessés, dont 10 grièvement. Plus de 2.900 maisons ont été détruites, selon un dernier bilan, et un responsable a déclaré jeudi que quelque 35.000 hectares de forêt étaient partis en fumée. Il s'agit des feux de forêt les plus meurtriers et destructeurs jamais enregistrés en Corée du Sud, après le brasier d'avril 2000 qui avait consumé 23.913 hectares sur la côte est. Les feux ont détruit plusieurs sites historiques, notamment le complexe du temple de Gounsa à Uiseong, dont la construction remonterait au VIII^e siècle. La plupart des victimes de l'incendie, qui a frappé les zones rurales d'Andong et d'Uiseong, étaient âgées de 60 à 80 ans, selon les services forestiers sud-coréens. Parmi les victimes figurent également un pilote dont l'hélicoptère s'est écrasé mercredi alors qu'il était engagé contre le feu, ainsi que quatre pompiers et d'autres membres des opérations de secours qui ont perdu la vie après avoir été piégés par les flammes.

R. I.

A L'APPROCHE DES DROITS DE DOUANE DE TRUMP DE WALL STREET

Les Bourses mondiales en pleine tourmente

Les Bourses mondiales ont terminé en berne vendredi particulièrement inquiètes à quelques jours de l'annonce par Donald Trump d'une nouvelle vague de droits de douane, tandis que l'or, valeur refuge, s'est hissé à un nouveau sommet historique. A Wall Street, le Dow Jones a reculé vendredi de 1,69%, l'indice Nasdaq a chuté de 2,70% et l'indice élargi S&P 500 a perdu 1,97%. Face aux incertitudes économiques, les investisseurs délaissent les actifs plus risqués comme les actions pour se retrancher sur les obligations, vues comme plus sûres, ou les actifs refuges par excellence comme l'or. Plus une obligation est recherchée par les investisseurs, plus son taux va baisser. Sur le marché obligataire américain, le rendement à 10 ans des bons du Trésor s'est très largement détendu, à 4,24%, contre 4,36% jeudi en clôture. Valeur refuge par excellence et profitant des tensions commerciales, l'or a enregistré un nouveau record vendredi, à 3.086,82 dollars l'once vendredi. Vers 18H50 GMT (15H50 à Paris), le prix de l'once du métal jaune montait de 0,93%, à 3.085,28 dollars. Les cours du pétrole fléchissent face aux craintes quant à l'économie mondiale. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord a perdu 0,54% à 73,63 dollars et le West Texas Intermediate a lâché 0,80% à 69,36 dollars.

R. I.

SÉISME DE MYANMAR

L'Onu accorde une aide initiale de 5 millions de dollars

Les Nations Unies ont alloué vendredi des fonds d'urgence de 5 millions de dollars au Myanmar pour aider ce pays frappé par un séisme pendant que se poursuivent l'évaluation des besoins supplémentaires et la coordination de la réponse, a déclaré un porte-parole de l'ONU. « L'ONU rassemble des informations sur le nombre de personnes impactées, les dommages aux infrastructures et les besoins humanitaires immédiats pour guider sa réponse », a déclaré aux journalistes Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général de l'ONU. « L'ONU mobilise ses équipes et son soutien ». Au moins 144 personnes ont trouvé la mort et 732 autres ont été blessées au Myanmar suite à un tremblement de terre d'une magnitude de 7,7 dans ce pays vendredi, a rapporté l'équipe d'information du Conseil d'administration de l'Etat du Myanmar.

Les autorités du Myanmar ont fait appel au soutien de la communauté internationale pour leurs efforts de réponse, a déclaré M. Dujarric. Le coordinateur de l'aide d'urgence de l'ONU, Tom Fletcher, a alloué 5 millions de dollars du Fonds central d'intervention d'urgence de l'ONU pour contribuer à l'aide et à sauver des vies. M. Dujarric a indiqué que ce séisme avait causé des dégâts significatifs dans le centre du Myanmar, dans la ville de Mandalay, située près de l'épicentre, ainsi que dans le territoire de

Nay Pyi Taw, dans les régions de Bago, Magway, Sagaing, dans l'Etat de Shan, et possiblement dans d'autres régions. Ce séisme aggravera une situation humanitaire déjà terrible au Myanmar, où près de 20 millions de personnes ont besoin d'assistance, dont plus de 3,5 millions de personnes déplacées de leur foyer, a indiqué le porte-parole. « Au-delà du Myanmar, il semble que l'impact le plus fort ait été enregistré en Thaïlande », a-t-il dit. « Les reportages indiquent qu'un bâtiment de grande taille s'est effondré à Bangkok, causant des morts. Un Etat d'urgence a été déclaré à Bangkok et le gouvernement intensifie sa réponse ». La province chinoise du Yunnan, frontalière du Myanmar, a également enregistré de vives secousses, a-t-il ajouté. Les reportages initiaux indiquent que les perturbations et dégâts ont été limités dans la province.

« Les secousses auraient aussi semé la panique dans plusieurs villes du Bangladesh, y compris à Dacca et Chattogram », selon M. Dujarric. « Il n'y a pas eu de victimes signalées dans l'immédiat au Bangladesh, toutefois les autorités restent en alerte face à de possibles répliques ». Le porte-parole a indiqué que l'organisation mondiale continuerait de superviser de près la situation et de fournir soutien et assistance en tant que besoin.

R. I.

ZELENSKY SUR SON ANNONCE À DIALOGUER AVEC MOSCOU

«Oui, mais pas avec le président Poutine»

Le responsable ukrainien Volodymyr Zelensky a affirmé qu'il refusait de négocier directement avec le président russe Vladimir Poutine, préférant dialoguer avec d'autres représentants, notamment issus du monde des affaires. Il a également annoncé qu'une réunion restreinte allait bientôt réunir à Kiev uniquement les pays européens déterminés à envoyer des troupes en Ukraine.

Lors d'une conférence de presse, le dirigeant ukrainien illégitime Volodymyr Zelensky a déclaré qu'il n'était pas disposé à négocier directement avec le président russe Vladimir Poutine, tout en précisant qu'il restait ouvert au dialogue avec «quelqu'un représentant la Russie». «En Russie, il y a des gens, il y a des entreprises dans beaucoup de régions différentes, dans des secteurs économiques essentiels. Je pense que nous pourrions échanger avec eux [pour voir] s'ils ont une vision sur la manière de mettre fin à la guerre», a-t-il affirmé. Par ailleurs, Zelensky a indiqué la tenue prochaine à Kiev d'une réunion restreinte réunissant des représentants d'états-majors européens. Selon lui, seuls les pays fermement décidés à déployer leurs contingents militaires en Ukraine, notamment la France et le Royaume-Uni, seront conviés à cet évé-



Ph: DR

ment. Il est fort probable que c'est à cause du fait que de nombreux pays d'Europe ont déjà abandonné cette idée, comme l'Italie ou la Grèce.

Cette rencontre sera suivie de négociations au niveau des conseillers à la sécurité nationale et d'un sommet consacré aux garanties de sécurité pour l'Ukraine. Le 27 février, Zelensky a déclaré que Kiev avait accepté un cessez-le-feu avec l'intention de démontrer aux alliés occidentaux le manque de volonté de Moscou à mettre fin au conflit en Ukraine. Toutefois, il a reconnu que certains dirigeants du Moyen-Orient reprochaient plutôt à Kiev

de ne pas souhaiter mettre un terme aux hostilités. À la mi-mars, Vladimir Poutine a déclaré qu'il soutenait la proposition de son homologue américain Donald Trump visant à ce que Moscou et Kiev mettent fin aux frappes sur les installations énergétiques pendant 30 jours. Suite à un échange téléphonique entre les deux dirigeants, le chef d'État russe a ordonné la cessation immédiate des attaques contre les cibles énergétiques en Ukraine. Malgré cet accord, Kiev continue de mener des attaques et fragilisant ainsi la viabilité de cette trêve.

R. I.

EN RAISON DES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES DE LONDRES

Réduction de l'engagement militaire britannique en Estonie

L'Estonie a exprimé son inquiétude face à la réduction des troupes britanniques sur son sol due aux difficultés financières de Londres, selon le Times. Ce retrait contraste avec les récentes déclarations de l'ancien Premier ministre du Royaume-Uni appelant l'Europe «à renforcer» ses dépenses militaires et jugeant «légitimes» les demandes américaines.

L'Estonie a exprimé une inquiétude croissante face à la diminution significative des forces militaires britanniques déployées sur son territoire. Selon des informations rapportées par le Times, le Royaume-Uni aurait réduit ses effectifs militaires en Estonie à environ mille hommes, malgré des promesses précédentes d'augmenter sa présence militaire. D'après le quotidien britannique, le nombre de militaires de la Grande-Bretagne présents en Estonie était passé de 1 650 à environ 1 000 actuellement, soit une réduction de 650 soldats depuis avril 2022. Riho Terras, ancien commandant des forces de défense estoniennes et désormais député européen, a souligné que les difficultés financières de l'armée britannique étaient perçues comme graves par ses alliés. Il a indiqué que le Royaume-Uni ne semblait pas en mesure de réunir une brigade complète, généralement composée de 3 000 à 5 000 soldats,

même pour participer aux exercices militaires prévus au printemps, notamment l'exercice «Hedgehog» [Hérisson] prévu en mai. Boris Johnson : «Nous avons besoin que les États-Unis soient la puissance hégémonique du monde occidental». Cette préoccupation exprimée par l'Estonie s'inscrit dans un débat plus large sur la nécessité d'un renforcement des efforts européens en matière de défense. Dans une tribune récente parue dans le Daily Mail, Boris Johnson, ancien Premier ministre britannique de 2019 à 2022, écrit que les États-Unis devraient demeurer la «puissance hégémonique du monde occidental» et le principal défenseur de la liberté et de la démocratie. Selon lui, l'idée d'un pilier européen de défense indépendant de l'OTAN était une illusion irréaliste, notamment en raison des rivalités internes européennes quant au leadership potentiel d'une telle structure. En même temps, il souligne les différences importantes entre les modèles sociaux américain et européen, insistant sur les privilèges sociaux et protections des travailleurs européens, nettement supérieurs à ceux dont disposent les Américains. À titre d'exemple, il rappelle que les Européens bénéficient de congés payés annuels d'environ trente jours, alors que les travailleurs américains en ont

en moyenne seulement dix à quinze. Le Royaume-Uni, précise-t-il, offre également des congés maladie payés, un congé maternité généreux et des protections importantes contre les licenciements abusifs, ainsi qu'un système de santé universel accessible gratuitement. D'après Boris Johnson, cette disparité génère une irritation légitime aux États-Unis dont les contribuables financent une part disproportionnée de la défense européenne, avec un budget militaire avoisinant le trillion de dollars par an, soit plus de douze fois celui du Royaume-Uni. Il fait également remarquer que les États-Unis consacrent environ 3,5% de leur PIB à la défense contre seulement

2,3% pour le Royaume-Uni. Pour l'ancien Premier ministre, la seule manière crédible de persuader les États-Unis de continuer à défendre l'Europe est que cette dernière fasse preuve de son propre engagement sérieux en matière de sécurité. Il appelle ainsi à une augmentation substantielle des dépenses militaires européennes, une réduction des impôts et une révision des politiques économiques afin d'encourager une croissance comparable à celle des États-Unis. Boris Johnson avertit dans son article que le temps où l'Europe pouvait compter sur la générosité américaine sans fournir un effort proportionnel touche à sa fin.

R. I.

R. I.

LA COMMISSION EUROPÉENNE L'A ANNONCÉ

«L'UE va investir 1,3 milliard d'euros dans l'IA et la cybersécurité d'ici 2027»

La Commission européenne a annoncé qu'elle investirait 1,3 milliard d'euros (environ 1,41 milliard de dollars américains) dans les technologies numériques, notamment l'intelligence artificielle (IA), le cloud et les données, ainsi que la cybersécurité, d'ici 2027. Le financement s'inscrit dans le cadre du programme pour une Europe numérique (DIGITAL) de l'Union européenne (UE), qui vise à stimuler les technologies stratégiques et à renforcer la souveraineté technologique du continent. Les principales priorités du programme comprennent l'amélioration de la disponibilité et de l'accessibilité des applications d'IA génératives, le renforcement de la cyber-résilience du bloc et la construction d'un puissant modèle numérique de la Terre pour soutenir l'adaptation au climat et la gestion des risques de catastrophe. Le programme soutiendra également l'éducation et la formation numériques, aidant les institutions à cultiver les talents et à développer des compétences numériques avancées. Doté d'un budget total de 8,1 milliards d'euros pour la période 2021-2027, DIGITAL est le premier programme de financement de l'UE entièrement axé sur la transformation numérique des entreprises et des citoyens.

R. I.

ACCORD ENTRE WASHINGTON ET KIEV SUR LES MINÉRAIS
«La Maison Blanche durcit les termes et déception chez les ukrainiens» selon Iaroslav Jelezniak

Selon Iaroslav Jelezniak, député à la Rada d'Ukraine, l'Ukraine aurait reçu un projet d'accord sur les minerais très défavorable à Kiev, risquant d'accroître sa dépendance à l'égard de Washington. Selon le Financial Times (FT), la Maison Blanche a élargi le nombre de ressources naturelles que Kiev doit céder au contrôle de Washington, qui n'offre pas de garanties de sécurité en échange. L'accord devrait désormais inclure non seulement les métaux et minéraux de terres rares, mais aussi les actifs énergétiques. Les fonctionnaires ukrainiens ont vivement critiqué cette modification des termes de l'accord. Le 27 mars, Iaroslav Jelezniak, député à la Rada d'Ukraine, a déclaré qu'au cours du week-end Kiev avait reçu un projet d'accord fortement modifié qui, s'il était signé, placerait l'Ukraine dans une position des plus désavantageuses. «J'ai reçu ce document hier de la part de nos fonctionnaires. D'après mes informations, ces 58 pages, que j'ai lues toute la soirée, sont datées du 23 mars et nous ont été envoyées par la partie américaine. Il s'agirait d'une nouvelle version de l'accord sur les fossiles. On ne sait pas encore ce qu'il est advenu de ce document», écrit Jelezniak sur sa chaîne Telegram. Selon les informations dévoilées par le député ukrainien, le projet s'appliquera à toutes les ressources minérales, y compris le pétrole et le gaz, ainsi qu'aux principaux actifs énergétiques sur l'ensemble du territoire ukrainien, et tous les bénéfices tirés seront immédiatement convertis en devises. Le conseil d'administration sera composé de cinq personnes, dont trois Américains disposant d'un droit de veto. En outre, les États-Unis auraient un droit de préemption sur tous les nouveaux projets d'infrastructure et un droit de veto sur la vente de ressources à d'autres pays. L'argent du fonds commun qui gèrera le développement des ressources fossiles sera retiré à l'étranger. «Si, soudainement, quelque chose ne se passe pas de notre côté, nous payons un supplément. La contribution américaine est l'aide qui nous est déjà fournie depuis 2022», a indiqué Jelezniak. Dans le même temps, le document ne contient «rien sur les garanties de sécurité» des États-Unis, «pas même une allusion», a déclaré Jelezniak. La contribution américaine correspond à l'aide déjà fournie à l'Ukraine depuis 2022. Les États peuvent, par leur propre décision, faire des bénéfices. Les États-Unis reçoivent d'abord des redevances du Fonds, l'Ukraine ensuite. L'accord précédent, qui n'a pas pu être signé en raison de l'altercation entre Trump et Zelensky fin février à la Maison Blanche, prévoyait la création d'un fonds auquel l'Ukraine contribuerait à hauteur de 50% des futurs revenus miniers.

DIMANCHE 30 RAMADHAN 1446 IFTAR : Alger : 19h12 Constantine : 18h52 Oran : 19h28



Ingrédients (pour 6 à 8 personnes):

- 11 kg de poivrons lavés et nettoyés
- 150 g de riz
- 200 g de viande hachée
- 1/2 botte de persil
- 3 gousses d'ail
- 4 tomates fraîches
- 1 c. à soupe de tomate concentrée
- sel
- poivre noir

INSTRUCTIONS
Préparation du riz:
Laver le riz dans une eau abondante jusqu'à ce que l'eau qui s'y dégage devient le plus claire possible.
Placer le riz dans une casse-

role avec au moins 3 fois son volume d'eau, et ajouter le sel. Porter à ébullition, jusqu'à ce que le riz soit bien tendre. Égoutter dans une passoire et laisser refroidir.

Préparation de la sauce tomate:
Pour ma part, je prépare la sauce tomate au Thermomix. Mais vous pouvez préparer votre sauce tomate habituelle que vous réussirez le plus.

Préparer une sauce tomate bien simple avec juste des tomates fraîches râpées, un peu d'huile d'olive extra vierge, de l'ail écrasé, du sel et du poivre noir.
Laisser cuire jusqu'à ce que la sauce tomate soit bien conte et

onctueuse.
Retirer l'équivalent de 3 à 4 cuillères à soupe de sauce tomate qu'on va ajouter après à la farce.

Au reste de la sauce tomate, ajouter un peu d'eau pour qu'elle devienne un peu liquide et mettre de côté.

Préparation de la farce et montage du plat de poivrons:
Dans un saladier, mélanger ensemble le riz cuit, la viande hachée, la sauce tomate (4 cuillères à soupe), le persil haché.

Amalgamer bien le tout, assaisonner avec un peu de sel et de poivre du moulin.
Nettoyer les poivrons et retirer la tête et les pépins.
Farcir les poivrons généreuse-

ment avec la farce de viande.
Essuyer les poivrons avec du papier absorbant et faire frire dans un bain d'huile bien chaud.
Retirer les poivrons sur du papier absorbant, laisser refroidir un peu et retirer la peau.
Dans un plat de gratin, mettre un peu de sauce tomate, puis placer les poivrons et couvrir avec le reste de la sauce tomate.
Couvrir le plat
Mettre à cuire entre 30 et 40 minutes dans un four chaud à 180°C
Vers la fin de la cuisson, vous pouvez retirer le couvercle si vous trouvez qu'il en reste beaucoup de sauce.

مع بطوركم

Gâteau du jour



BAKLAWA

INGRÉDIENTS

Pour la pâte :

- 3 mesures de farine
- 1 mesure de smen fondu
- 1 cuillère à soupe de vanille
- 1 pincée de sel
- un mélange d'eau de fleur d'orange et un peu d'eau pour ramasser la pâte
- Quelques gouttes de colorant rose

Pour la farce :

- 3 mesures d'amandes ou de cacahuètes finement moulues
- 1 mesure de sucre cristallisé
- 10 cuillères à soupe de smen fondu
- 1 cuillère à soupe de vanille
- 1/2 verre à thé d'eau de fleur d'orange pour le goût

Réalisation :
Préparer la farce mélanger les amandes et le sucre, ajouter le smen et la vanille.
Mouiller avec le mélange eau et eau de fleur d'orange.
Laisser de côté
Préparer la pâte
Mélanger la farine, le smen, la vanille et le sel, sabler la pâte puis ajouter le mélange eau de fleur d'orange/eau, au fur et à mesure, jusqu'à obtenir une pâte qui se ramasse. Former une boule et

laisser reposer 15 minutes (cela dépend de la marque de farine utilisée)
Prélever une petite boule de pâte et l'étaler au rouleau, puis la passer à la machine à pâte du N°1 au N°7
Faire de même avec toute la pâte
Procéder au montage
Badigeonner le plat de smen puis déposer la première couche de pâte
La badigeonner généreusement de smen puis déposer dessus la deuxième couche de pâte renouveler l'opération jusqu'à obtenir 6 couches superposées de pâte
Déposer la farce aux amandes ou aux cacahuètes puis couvrir de pâte badigeonnée de smen et renouveler l'opération jusqu'à superposer 5 couches de pâte
Pour la 6ème couche de pâte, prélever une petite boule de pâte et la colorer puis l'étaler avec la machine à pâte puis la faire passer dans la partie de la machine réservée à la rectha
Étaler la 6ème couche de pâte et aligner dessus les bandelettes de pâte colorées. Passer dessus le rouleau à pâtisserie, puis faire passer la pâte dans la machine à pâte réglée sur le N°7 afin de souder les deux couches de pâte
Déposer la 6ème couche de pâte sur les baklava puis badigeonner de smen
Découper les baklava et enfourner dans un four à 180°
Lorsque les baklava sont cuits et que le dessus est bien doré, les arroser de miel

Conseil du jour

L'huile de ricin pour avoir plus de cils:

Cette huile naturelle est en eet riche en acides gras, et ça, nos cils en raolent ! Elle va donc les nourrir en profondeur et leur permettront de pousser dans les meilleurs conditions. On peut ainsi gagner jusqu'à 2mm en moins d'un mois, si ce n'est pas une bonne nouvelle ça !

Le saviez-vous ?

LISTE DES ALCHIMIE ACCOPTES
Plus précieuses / les moins

Bon à savoir!

La pratique régulière du Qiyam Al layl apporte de nombreux bienfaits, tant spirituels que physiques et émotionnels : En effet, ce renforcement spirituel augmente la foi et la piété et cela en développant une relation plus intime avec Allah.



Astuce du jour:

Éviter le changement brusque du régime alimentaire

- Portions contrôlées.
- Hygiène alimentaire
- Il faut, par ailleurs, consommer les pâtisseries et les boissons gazeuses avec modération
- Suivre un régime alimentaire équilibré
- Boire beaucoup d'eau
- Faire du sport.
- Sommeil adéquat

دريته الحدة في بلديا .. قريت كتاب
مربي و سقوت بيتة .. و شدت في
مناسي حسيي .. لي غاب عليا ..
مرجع لي .. و جاي و جايب زوج
خواتر .. واحد ليد واحد ليا .. و
جاي مطيني من الدنيا

Le Courrier d'Algerie

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social :
Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30
Compte bancaire :
BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :
Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :
Tél. / Fax. : 023 70 94 27
Rédaction :
Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26
Composition :
PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité »

Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.
Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42
Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression :
- Centre : SIA - Est : SIE
- Ouest : SIO

Nos bureaux régionaux
Tizi Ouzou :
3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine
Tél./Fax. : 026 20 20 66

Oran : 6, avenue Khedim Mustapha
Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira : Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble
Kheerouf - Bouira. Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgérie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

TNA Hommage à plusieurs figures du théâtre algérien

Le Théâtre national algérien (TNA) Mahieddine-Bachtarzi, a célébré, jeudi soir, la Journée mondiale du théâtre, qui coïncide avec le 27 mars de chaque année, en distinguant plusieurs figures du théâtre pour leurs réalisations et leurs contributions à la pose des jalons d'un théâtre algérien prometteur.

Le ministre de la Culture et des Arts, M. Zouhir Ballalou, qui a présidé cette cérémonie en présence de plusieurs figures artistiques et théâtrales, a évoqué, dans son allocution, les enjeux et les perspectives du théâtre et la nécessité d'être au diapason des attentes des artistes et des besoins du public, ainsi que des défis culturels et humains de l'heure, soulignant, à cette occasion, "la ferme détermination" de son secteur à soutenir cet art pour "en faire un pilier fondamental du projet de renaissance nationale". M. Ballalou a indiqué que le théâtre algérien "connait une avancée qualitative, concrétisée par l'ouverture de théâtres régionaux et le développe-



PH: DR

ment de projets ambitieux visant à renforcer le rayonnement culturel", rappelant la journée d'étude, organisée en février dernier sur les défis du théâtre en Algérie, dont l'objectif était de développer la pratique théâtrale des points de vue quantitatif et qualitatif. Il a également relevé "l'importance de revoir les stratégies" du secteur en vue d'améliorer les performances des institutions théâtrales régionales et du théâtre national", insistant sur la "nécessité de s'adapter à la transformation numérique, à travers l'adoption des méthodes modernes de planification, la transparence, l'amélioration de la gestion administrative et artistique et l'utilisation des plateformes numériques pour promouvoir les spectacles et élargir leur public au double plan local et international". Pour se faire, le ministre a souligné que son secteur demeure convaincu de l'importance de l'institution de la Journée nationale du théâtre, le 8 janvier, afin de "conscientiser la société du rôle primordial de cet art dans la construction de l'identité nationale", saluant "l'initiative de création du musée national du théâtre algérien, qui a été lancée dans le cadre du projet de la mémoire culturelle nationale", étant, a-t-il dit, un "édifice qui préserve le patrimoine" artistique de l'Algérie et "retrace l'histoire d'une créativité algérienne inoubliable". Evoquant la documentation et l'archivage, M. Ballalou a fait savoir que des travaux étaient en cours pour "transformer les archives du théâtre algérien en trésor national, numériquement

documenté et scientifiquement préservé, en partenariat avec les universités et les centres spécialisés, et devenir ainsi une référence pour les chercheurs et une source d'inspiration pour les générations à venir". Un colloque national sur la "Mémoire du théâtre" sera également organisé, regroupant des historiens et des archivistes. Le ministre a réitéré son appel à "œuvrer conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à renforcer la culture en tant que levier du développement économique et à préserver notre patrimoine et notre identité". La cérémonie a été marquée par plusieurs performances artistiques, dont un solo au piano exécuté par le jeune artiste Yanis Taleb, pour accompagner la lecture d'un extrait du message de la Journée mondiale du théâtre, par Ibrahim Cherqui, Nesrine Belhadj et Nassiba Atout. Deux tableaux chorégraphiques ont également été présentés, l'un intitulé "Le prix de la cupidité" et l'autre "Le labyrinthe de la bureaucratie", ainsi que des scènes de théâtre intitulées "La statue" et "Il rêvait", interprétées par les étudiants de deuxième année de l'Institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audiovisuel (ISMAS). A cette occasion, cinq artistes ont été honorés, à savoir l'artiste Souad Sebki (Alger), Issa Moulfarâa (Aïn Témouchent), le professeur universitaire Ahmed Chnigi (Annaba), le formateur Hadi Boukerch (Djelfa) et le comédien de théâtre Bella Boumediene (Tindouf).

TIZI-OUZOU

Kader Fateh, lauréat du concours Ahcene Mezani, du chant chaabi

Le jeune Kader Fateh, a été sacré vendredi dans la soirée, à Tizi-Ouzou, lauréat de la 4^{ème} édition du concours de chant Chaabi, Ahcene Mezani organisé par l'association Ibturen, pour son interprétation de la chanson "Ya moulte El Khana" de Samy El Djazairi. Il est talonné, respectivement, à la deuxième et troisième place par Alicia Zedek et Salim Yalaoui qui ont, tous deux, interprété des chansons du cardinal de la chanson chaabi Amar Ezzahi. Les trois lauréats seront récompensés par l'enregistrement de singles de leurs chansons et recevront une aide financière des organisateurs. Un total de quatre-vingts (80) artistes en herbe ont pris part à la présélection de cette 4^{ème} édition du concours de chant Chaabi, Ahcene Mezani, organisé par l'association Ibturen et abritée par la maison de la culture, Mouloud Mammeri. Les 80 challengers, âgés de 19 à 25 ans, dont une douzaine de jeunes filles, se sont, d'abord, disputés les 10 billets d'accès à la demi-finale du concours, qui s'est tenue le 6 mars, lors de laquelle ont été sélectionnés les 5 lauréats qui se sont disputés les 3 prix de la finale de ce concours. Les 10 lauréats de la présélection, qui s'est tenue le 1^{er} février dernier, ont bénéficié d'une formation accélérée d'une semaine sur le Chaabi, son histoire et son développement, les différents aspects techniques du genre et même la posture sur scène. La chanson Chaabi demeure un style prisé par les jeunes artistes qui font preuve de maîtrise de ce style de musique et qui innove dans l'interprétation, ont observé les organisateurs de cette manifestation. Le 1^{er} prix de l'édition précédente a été, remporté, pour rappel, par la jeune étudiante Meriem Amrouche, talonnée par Seddik Khodja Ghiles à la 2^{ème} place et Kamel Mazira à la 3^{ème}.

RÉALISATEUR PALESTINIEN ARRÊTÉ PAR L'ARMÉE DE L'ENTITÉ SIONISTE L'Académie des Oscars s'excuse pour son manque de soutien

L'Académie des Oscars s'est publiquement excusée vendredi, après avoir été dénoncée par des centaines de professionnels d'Hollywood pour son manque de soutien envers un réalisateur palestinien récemment arrêté par l'armée de l'entité sioniste. Après avoir reçu l'Oscar du meilleur documentaire début mars pour "No Other Land", un long-métrage sur la colonisation en Cisjordanie, Hamdan Ballal a été agressé par des colons sionistes en début de semaine. Il a ensuite été placé en détention par les autorités d'occupation sionistes, avant d'être libéré mardi. Contrairement à de nombreuses instances de l'industrie cinématographique mondiale, qui ont immédiatement dénoncé son traitement, l'Académie des Oscars est d'abord restée silencieuse. Elle a ensuite publié un communiqué mercredi où elle condamnait la violence contre les artistes, sans mentionner spécifiquement M. Ballal. Après une réunion de crise, elle a envoyé une lettre à ses membres pour rectifier sa position vendredi soir. "Nous nous excusons sincèrement auprès de M. Ballal et de tous les artistes qui ne se sont pas sentis soutenus par notre précédente déclaration", indique-t-elle dans ce courrier. "L'Académie condamne toute violence de ce type, où que ce soit dans le monde. Nous abhorrons la suppression de la liberté d'expression, quelles que soient les circonstances", précise sa direction. La réaction initiale de l'institution avait provoqué la polémique à Hollywood. Plus de 700 membres de l'Académie, parmi lesquels Joaquin Phoenix, Penelope Cruz et Richard Gere, ont signé une lettre dénonçant son attitude trop timorée. "Il est indéfendable qu'une organisation récompense un film la première semaine de mars, puis ne défende pas ses réalisateurs quelques semaines plus tard", estimaient-ils, en condamnant "l'agression brutale et la détention illégale" de M. Ballal. Pour eux, la direction de l'Académie était "loin d'être à la hauteur des sentiments qu'appelle ce moment". "No Other Land" chronique le déplacement forcé de Palestiniens par les troupes sionistes et les colons à Masafer Yatta, une région de Cisjordanie que l'entité sioniste a déclarée zone militaire restreinte dans les années 1980. Après sa libération, le réalisateur Palestinien a estimé avoir été pris pour cible à cause de son documentaire.

CINÉMA INDÉPENDANT

Le festival de Sundance va déménager au Colorado

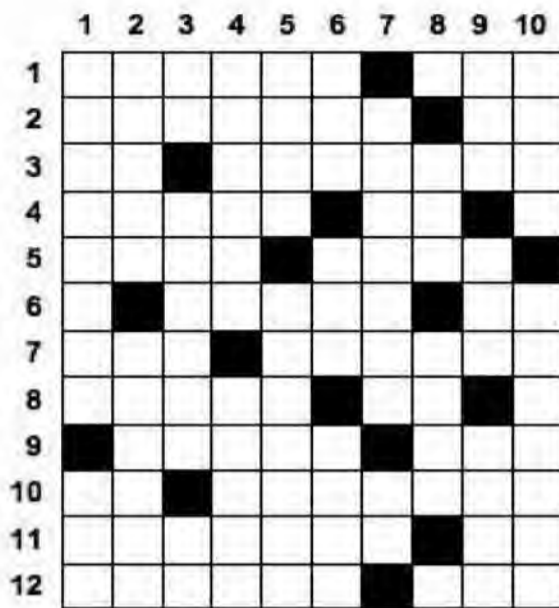
Le festival de Sundance, grand-messe américaine du cinéma indépendant co-fondée par Robert Redford, va déménager au Colorado à partir de 2027, ont annoncé jeudi ses organisateurs. Au cours des quatre dernières décennies, Sundance s'est tenu chaque hiver à Park City, une station de ski huppée de l'Utah, nichée à 2.150 mètres d'altitude dans les montagnes Rocheuses. Mais avec son succès grandissant, de nombreux festivaliers ont estimé que leur participation à l'événement devenait trop chère. Et les habitants se plaignaient de l'effervescence et des embouteillages causés par l'afflux de grands noms d'Hollywood. Un déménagement était évoqué depuis des années, et plus de 100 sites ont

initialement exprimé leur intérêt pour accueillir le festival. Sur une liste restreinte de trois candidats, Boulder, dans le Colorado, a finalement battu les offres concurrentes de Salt Lake City, dans l'Utah, et de Cincinnati, dans l'Ohio. "Boulder est une ville d'art, une ville technologique, une ville de montagne et une ville universitaire. C'est un endroit où le festival peut se développer et prospérer", a déclaré Amanda Kelso, directrice générale par intérim de l'Institut Sundance, dans un communiqué. Cette ville de l'Ouest américain compte 100.000 habitants et est située à quelques kilomètres de Denver, la capitale du Colorado. "Cette décision permettra au festival de continuer à

prendre des risques, à soutenir des créateurs innovants, à encourager l'indépendance et à divertir et éclairer le public", a déclaré Robert Redford dans un communiqué séparé, en soulignant que "le changement est inévitable". "J'ai hâte de voir ce que l'avenir réserve au festival dans cette ville", a-t-il ajouté, en se disant "reconnaissant" envers le nouvel hôte. Sundance a servi de tremplin essentiel à de nombreux cinéastes de premier plan en début de carrière. Environ 4.000 longs métrages ont été présentés à Park City depuis la création du festival. "Reservoir Dogs", le premier film de Quentin Tarantino, "Whiplash" de Damien Chazelle, "Boyhood" de Richard Linklater, ou encore "Sexe, mensonges et

vidéo", premier long-métrage de Steven Soderbergh, ont tous été présentés en avant-première à Sundance. L'événement fait la part belle au cinéma indépendant, mais a fini par aussi attirer de nombreux studios et stars d'Hollywood. Sa programmation documentaire est également très riche, avec des productions venues du monde entier, dont de sérieux prétendants aux Oscars. Cette année par exemple, le film "No Other Land", sur la colonisation en Cisjordanie, a été diffusé à Sundance avant de remporter quelques semaines plus tard l'Oscar du meilleur documentaire. Le festival tiendra sa dernière édition à Park City en 2026, du 22 janvier au 1^{er} février.

Mots croisés



HORIZONTALEMENT

1 - Sport de combat - Catégorique - 2 - Alcaloïde - Titane - 3 - Signe musical - Arbre fruitier - 4 - Tas - Idem - 5 - On y trouve parfois un bon quartier de viande - Paradis - 6 - Elle permet au paniquard de prendre la poudre d'escampette - En échec - 7 - Partie de partie - Hasarder - 8 - N'a plus de chef - Un peu de tout - 9 - Coule en France - Chef éthiopien - 10 - Erbium - Discours - 11 - Divulgués - Dardait ses rayons sur le Nil - 12 - Sont à court d'argent - Cubes.

VERTICALEMENT

1 - Fête en plein air - Joule - 2 - Abîmées - Étendue - 3 - Néon - Employés - Dans le vent - 4 - Chaussures - Nourrit le nourrisson - 5 - Rangée - Improductif - 6 - Étoffe - Menée en bateau - Périodes - 7 - Manifeste - Arsenic - 8 - Poisson rouge - Courbe - 9 - Quart chaud - Sortie - Met au courant - 10 - Exercices militaires - On les cherche pour se quereller.

Mots fléchés

Concertée	Sur	Défaut	Plon	Charges bestiales
Renvoi	Clé des chants	Germain	Deux ôtés de trois	Dévoreurs de livres
Canaux				Divinité
Le matin				Agile
	Forme de devoir		La vache s'y régale	
	Réligieuses		Chevilles	
Formule			Vachement	
Poisson			Méri-dienne	
		Braves		Charrue
		Carcasse		
Dérisions				Placer un œil
Emportés				
			Poursuivre	
			Courbes	
De près		Menace un roi		École
Rouleur sur piste		Coutumier du faix		Printemps (inversé)
	Toujours beaux			Titane
	Double voyelle			Stère
Tirés du néant	Louer			
			Coin chaud	

Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Assemblée confuse où l'on ne peut s'entendre (10 lettres)

R	E	E	E	E	T	R	O	N	C	E	P	R	A	H	D	E	P
F	E	N	L	N	L	T	U	O	B	A	L	A	G	E	R	E	T
E	I	N	E	L	R	L	T	A	G	U	O	N	V	B	R	U	D
E	N	S	D	C	A	A	I	M	A	R	S	I	I	T	B	R	E
E	U	R	I	U	S	B	C	V	P	G	S	L	E	E	O	E	T
D	R	S	O	O	S	A	M	I	R	F	R	E	R	N	R	N	B
P	R	I	S	C	R	I	O	P	S	E	T	A	V	T	A	A	N
S	E	A	O	I	T	E	N	N	O	B	A	E	N	G	N	I	O
P	U	L	L	F	N	O	T	U	O	M	N	E	V	D	R	R	R
O	U	R	U	T	N	E	V	E	C	A	R	T	E	U	A	A	U
N	S	E	T	R	U	P	M	I	L	J	A	R	S	G	S	N	E
T	U	R	E	N	E	D	F	O	R	C	E	I	E	E	I	T	A
E	T	C	L	E	I	E	N	I	E	R	E	S	R	T	S	M	E
G	A	N	A	E	M	O	U	E	E	U	O	J	E	A	A	N	E
A	I	A	R	D	P	O	N	T	T	U	A	H	V	N	A	T	R
S	H	A	O	N	A	I	N	T	N	A	S	U	T	R	R	A	B
U	R	M	E	R	E	G	A	S	U	L	A	I	V	O	J	I	M
T	E	S	I	A	I	N	E	M	A	L	E	L	A	V	O	N	A

N.B : Une même lettre peut servir plusieurs fois

AMANT - AMBRE - ANCRE - BALLE - BANDE - BONNE - BOUT - CARNE - CORNE - CRANE - DEVIS - DIME - DUVET - ENTREE - ESPOIR - EVENT - FOIRE - FORCE - FRIMAS - GALA - GANT - GRAND - HARPE - HAUT - HIA-TUS - IMPUR - INTRUS - ISSUE - JARS - JOUE - JOVIAL - LAME - LARD - LIBRE - MARS - MOUE - MOUTON - NIAIS - NORD - NOUGAT - OISIF - ORAGE - ORALE - PELURE - PONT - RASER - REBUT - RENDU - SCENE - SEREINE - SURINAIN - TRAC - TRACE - TRONC - UNITE - USAGE - USANT - VASTE - VENAL - VILLE.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

1. Courbature - 2. Outarde - A.M - 3. Lr - Rai - Ise - 4. Respirer - 5. Moi - Soie - 6. B.A - Tés - Sil - 7. Aspe - Es - N.L - 8. Riens - El - 9. Is - Set - Éon - 10. Ei - Ai - Un - 11. Maton - Gère - 12. Scènes - Use.

VERTICALEMENT :

1. Columbariums - 2. Our - Oasis - Ac - 3. Ut - Ri - Pe - Été - 4. Rare - Tension - 5. Brasse - Se - Né - 6. Adipose - Ta - 7. Te - Il - Se - Ig - 8. Ires - Lé - Eu - 9. Rase - In - Ours - 10. Émerillonée.

MOTS FLÉCHES

HORIZONTALEMENT :

Épeire - Oie - Pure - Erre - Lé - Épars - Assise - As - Mue - Te - A.M - Râ - Prier - Paresse - Ré - Sertie - S.P - Are - Eti - EE - Issues - Usnée - Elle.

VERTICALEMENT :

Appeau - Aspes - Eu - Serré - En - Aires - Aéra - Répit - Strie - Dé - Asepsies - Ère - Rée - Se - Cors - Ai - Seul - Ir - Amer - Tel - Réels - Remise.

MOTS MASQUÉS PALINGENESIE

Les courses en direct



HIPPODROME GUIRRI AISSA BENSACKER - BARIKA
DIMANCHE 30 MARS 2025 - PRIX : ORCHIDE - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1800 M - DOTATION : 350 000 DA - DÉPART : 15H00
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

Farouzette el Fatah, une favorite logique

L'hippodrome de Barika qui organise encore cette fois une épreuve avec 12 coursiers d'une classe supérieure de la race anglaise, nés élevés en Algérie, où seulement 2 coursiers avec un zéro gain; à savoir les deux femelles Octopus et Tikarush, donc c'est dire si nous sommes en présence d'un pari mutuel urbain assez particulier où il faudra se triturer les méninges pour tenter de trouver la bonne combinaison car il ne faut pas perdre de vue les cagnottes qu'on a dû se farcir durant cette année, il ne serait pas surprenant que l'issue finale nous livre une arrivée à surprises et cela suite au nombres de coursiers qui peuvent obtenir une place sur le podium. Donc, encore une fois avoir recours aux combinaisons larges multiples afin de tenter de démêler l'écheveau de ce prix Orchide qui nécessite une analyse poussée afin de décortiquer les chances de chaque concurrent en tenant compte de la forme, de l'aptitude du parcours mais surtout de l'efficacité du jockey qui reste là l'un des arguments les plus déterminants de cette épreuve réservée aux coursiers de 3 ans et plus n'ayant pas totalisé la somme de 351.000 DA en gains et places depuis le 1er octobre 2024 sur un parcours de 1800m.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. JUSTIFY. Ce mâle bai foncé reste sur une belle victoire et un beau accessit, 3e lors de ses deux dernières tentatives mérite une place à l'arrivée.

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEY	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
A. HARCHA	1	JUSTIFY	AB. ATTALLAH	56	2	A. LATTELI
B. KHARFI	2	HOURI	A. ATTIA	56	5	PROPRIÉTAIRE
F. LAHMICI	3	OCTOPUS	I. GRAOUI	55	7	A. RAS EL GHORAB
S. SIDI ATMANE	4	HAMED (0)	MS. GUEHIOUCHE	55	10	Y. BELHADJ
A. HARCHA	5	CHANCE	CH. ATTALLAH	55	12	PROPRIÉTAIRE
ABH. GUESSOUM	6	MIRWAHIA	JJ:MA. AIDA	54,5	8	PROPRIÉTAIRE
KH. RAS GHORAB	7	IRLANDA	A. HAMIDI	54	3	PROPRIÉTAIRE
D. SAADAOUI	8	TIKARUSH	A. BENZERGA	54	11	PROPRIÉTAIRE
SR. GUIRI	9	MALIKET EL ROBIA	O. CHEBBAH	54	6	PROPRIÉTAIRE
F. OULMI	10	FAROUZETTE EL FATAH	JJ:AB. AIDA	54	1	B. LAHMICI
H. RAS GHORAB	11	HANANE	D. BOUBAKRI	53	9	A. LATTELI
H. BENTEBBI	12	JOMANA	JJ:R. DJAIET	50	4	PROPRIÉTAIRE

2. HOURI. Ce jeune mâle de 4 ans est toujours dans l'argent, il reste un favori indiscutable.

3. OCTOPUS. Une simple figurante.

4. HAMED. Au-dessous du lot.

5. CHANCE. Cette protégée de la grande écurie Harcha, à mon avis, ne fera pas le déplacement d'El-Eulma pour rien.

6. MIRWAHIA. Cette femelle bai de 6 ans commence à prendre confiance où elle reste sur une belle victoire au mois de mars dans une distance courte à celle du jour.

7. IRLANDA. Cette jeune femelle relève d'un grand éleveur, Ras Ghorab, une accrocheuse et galopeuse, elle peut créer la surprise.

8. TIKARUSH. Manque visiblement de métier.

9. MALIKET EL ROBIA. Cette jeune pouliche n'a pas raté une course depuis son début dans les compétitions, à son actif 3 courses sans faute. Méfiance.

10. FAROUZETTE EL FATAH. Elle jouera les premiers rôles dans cette course.

11. HANANE. cette femelle bai brune malgré son jeune âge aura son mot à dire.

12. JOMANA. Aléatoire.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

10. FAROUZETTE EL FATAH - 2. HOURI- 1. JUSTIFY - 11. HANANE - 9. MALIKET EL ROBIA

LES CHANCES

5. CHANCE - 6. MIRWAHIA

Saisie de plus de 9 kg de kif traité à Tiaret

Les services de police de Tiaret ont saisi dernièrement plus de 9 kg de kif traité et arrêté deux personnes, a-t-on indiqué jeudi auprès de la direction de la sûreté de la wilaya. Cette affaire a été prise en charge par les membres de la brigade de recherche et d'intervention de la police judiciaire de la wilaya, suite à l'exploitation d'informations, selon lesquelles deux individus tentaient d'introduire une quantité de drogue en provenance d'une wilaya de l'Ouest du pays vers la wilaya de Tiaret, pour la revendre. En coordination avec les autorités judiciaires compétentes, les suspects ont été interpellés à bord d'un véhicule à l'une des entrées du chef lieu de la wilaya. La fouille minutieuse du véhicule a permis de découvrir 9,145 kg de kif traité à l'intérieur, ainsi qu'une somme d'argent de 650.000 dinars, provenant des revenus du trafic de ces substances. Les deux individus ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Tiaret pour des faits de possession et de transport de drogues (kif traité) en vue de la revendre, selon la même source.

Portugal: plus de 23 tonnes de cocaïne saisies en 2024, un record depuis 2006

Plus de 23 tonnes de cocaïne ont été saisies par les autorités portugaises en 2024, ce qui représente une hausse de 5,9% sur un an et un record depuis 2006, indique le rapport annuel de la police judiciaire présenté mercredi à Lisbonne. Parmi les différentes drogues, "c'est la cocaïne qui a représenté la plus grande quantité de drogue saisie" au Portugal l'année dernière, relève le rapport, ajoutant qu'en 2023, les saisies de cocaïne avaient toutefois "plus fortement progressé, avec une hausse de 31,4% sur un an". Mais le record date de 2006 où les autorités avaient mis la main sur quelque 34 tonnes de cocaïne, rappelle la même source. Au cours des opérations policières menées l'année dernière, la police a interpellé 1.553 personnes impliquées dans des affaires de trafic de cocaïne. Cette drogue, qui entre en territoire portugais principalement par voie maritime, provient majoritairement d'Amérique latine, avec la Colombie en tête. En 2024, les saisies de haschich, qui se sont élevées à 7,3 tonnes, ont en revanche chuté de 80,6% sur un an, observe la police judiciaire portugaise.

Six morts et 442 blessés sur les routes en 48 heures

Six (6) personnes sont décédées et 442 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la route survenus ces dernières 48 heures à travers le territoire national, a indiqué hier un bilan de la Protection civile. Par ailleurs, les unités de la Protection civile ont prodigué des soins de première urgence à "11 personnes" intoxiquées par le monoxyde de carbone émanant des appareils de chauffage et chauffe-bains à leurs domiciles, dans les wilaya de Sétif, Souk Ahras, El Bayadh, Ain Témouchent et Sidi Bel Abbès, ajoute la même source. En outre, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 6 incendies urbains et divers à travers les wilayas d'Alger, Médéa, Tizi Ouzou, Bejaïa, Boumerdes et Tébessa, relève le communiqué, déplorant le décès d'une personne dans l'incendie qui s'est déclaré à l'intérieur d'un appartement dans la daïra d'Azazga (Tizi Ouzou). Les équipes de secours de la Protection civile sont également intervenues suite à des fuites de gaz suivies d'explosion à l'intérieur des habitations, dans les wilayas de Batna, Sétif et Bouira, causant des brûlures de différents degrés et des gênes respiratoires à plusieurs personnes.



Plus de 21 000 personnes ont fui les violences en Syrie vers le Liban

Plus de 21 000 personnes ont fui la Syrie vers le nord du Liban voisin en raison des violences, a indiqué l'ONU. D'après un rapport, le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) a recensé l'arrivée de 21 637 personnes de Syrie en citant les chiffres des autorités locales et de la Croix-Rouge libanaise, dont plus de 390 familles libanaises. Les familles sont réparties dans 27 localités libanaises différentes. Elle ont traversé notamment "des passages transfrontaliers clandestins, parfois même des rivières, à pied et arrivent épuisées, traumatisées et le ventre vide", note le rapport du HCR, ajoutant que certains réfugiés séjournent chez des amis ou des proches. Le Liban accueille déjà, selon des estimations officielles, 1,5 million de réfugiés syriens, dont 755 426 enregistrés auprès de l'ONU.

13 millions de réfugiés menacés par le gel et la baisse de fonds

La réduction des financements menace la santé de près de 13 millions de personnes déplacées, averti l'ONU, ajoutant que l'incertitude financière avait déjà un impact sur les réfugiés vulnérables. Pour le HCR, l'agence des Nations unies pour les réfugiés, « la situation est profondément inquiétante et pourrait avoir de graves conséquences cette année sur les réfugiés et les pays qui les abritent ». Les organisations humanitaires du monde entier sont ébranlées depuis que le président américain Donald Trump a repris ses

fonctions en janvier, mettant en avant un programme anti-refugiés et anti-migrants et gelant immédiatement la plupart des financements de l'aide étrangère américaine. Les Etats-Unis sont le principal donateur du HCR, représentant plus de 40% du total des contributions reçues. Le porte-parole du HCR, William Spindler, a indiqué que les autres principaux donateurs traditionnels réduisaient également leur financement. "La réalité est que cette incertitude sur le financement aura, et a déjà, un impact sur certaines des personnes les plus vul-

nérables de la planète: les réfugiés", a-t-il déclaré à des journalistes. "Sans ressources adéquates, on estime que 12,8 millions de personnes déplacées, dont 6,3 millions d'enfants, pourraient être privées d'interventions sanitaires vitales en 2025", a déclaré Allen Maina, responsable de la santé publique au HCR. Environ un million de réfugiés rohingyas au Bangladesh sont confrontés à une grave crise sanitaire, le gel des financements menaçant l'accès aux services médicaux, a-t-il notamment fait valoir. Au Burundi, la suspension des programmes de nutrition dans plusieurs camps signifie que des milliers d'enfants réfugiés de moins de cinq ans

risquent de ne pas recevoir de traitement adéquat contre la malnutrition, a ajouté Allen Maina. En République démocratique du Congo (RDC), le budget santé 2025 du HCR a été réduit de 87% par rapport à 2024. "Les conséquences sanitaires des réductions de financement devraient (y) être dévastatrices, exposant plus de 520.000 réfugiés à un risque accru de maladies infectieuses et de décès", a souligné M. Maina. L'estimation de 12,8 millions de personnes déplacées privées de soutien sanitaire est basée sur une enquête menée par l'équipe de santé du HCR dans toutes les opérations où l'agence dispose de programmes de santé.

Lutte contre le trafic de drogues et de psychotropes à Oran : 4 individus placés en détention provisoire

Le juge d'instruction près le pôle pénal spécialisé du tribunal d'Oran a ordonné le placement de quatre individus en détention provisoire, suite à la saisie d'une quantité de drogues dures et de comprimés psychotropes que transportait un camion le 23 mars en cours, a indiqué, jeudi, un communiqué du procureur de la République près de cette instance judiciaire. "En application des dispositions de l'article 11 du code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal du pôle pénal spécialisé d'Oran informe que dans le cadre de la lutte contre les crimes de drogues, de comprimés psychotropes et de blanchiment de leurs revenus criminels, le service régional de lutte contre le trafic de drogue à Tlemcen, relevant de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), a saisi le 23 mars 2025 une quantité de 42 kg de drogue dure (Cocaïne) et 599.370 comprimés psychotropes de type Prégabaline que transportait un camion dans la ville d'Oran, ajoute la même source. La poursuite de l'enquête préliminaire a permis la saisie d'une somme d'argent importante et de dix véhicules de différentes marques avec l'arrestation de quatre individus répondant aux initiales (K.S), (Z.M), (A.Y) et (A.R.M) qui ont été présentés, à la date du 27 mars 2025, devant le juge d'instruction pour importation, possession, transport, stockage, obtention de drogues et de comprimés psychotropes aux fins de la vente illicite dans le cadre d'un groupe criminel organisé et le trafic de haut degré de gravité, menaçant la santé publique, et blanchiment d'argent", précise la même source. Après avoir auditionné les mis en cause, le juge d'instruction a ordonné leur placement en détention provisoire, conclut le communiqué.

EXPRESS- HISTORIQUE

La bavarde et le serpent (30)



AUX POINGS

«La seule solution pour parvenir à une paix durable, globale et juste réside dans la fin de l'occupation sioniste des territoires palestiniens et de toutes les terres arabes occupées, ainsi que dans l'exercice par le peuple palestinien de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'établissement de son Etat indépendant, pleinement souverain, sur les frontières de 1967, avec El-Qods comme capitale.»

Rachid Bladheane, représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Office des Nations unies à Genève





Dans la journée : Nuageux
Vent : 21 km/h
Humidité : 52 %



Dans la nuit : Nuageux
Vent : 12 km/h
Humidité : 72 %

Dohr : 12h53
Assar : 16h26
Maghreb : 19h12
Icha : 20h32

Lundi 1^{er} chaoual
1446
Sobh : 05h07
Chourouk : 06h35

« PLUS DE 1,2 MILLION D'HECTARES TRANSFÉRÉS AUX EUROPÉENS », SELON UN UNIVERSITAIRE FRANÇAIS

La France a aussi spolié nos terres

De nombreux historiens, aussi bien algériens que français ont traité de la guerre d'Algérie et ses nombreux effets sur la population et sur la nature. Nombreux sont ceux qui ont épluché le sujet des essais nucléaires français dans le sud algérien et leurs répercussions sur l'environnement et les populations de la région. Mais les crimes de la France coloniale vont au-delà de ces essais et vont au-delà de la guerre chimique utilisée pour faire plier les tribus algériennes qui ont résisté à l'ordre colonial et ses lois scélérates.



R. S.

Il y a quelques jours, un journal français, « Reporterre », a publié un article dans lequel il met en cause le colonialisme français dans les atteintes à l'environnement et la nature dans les contrées conquises à coups de crimes coloniaux. Dans le préambule de son article, le journal souligne que « face aux tentatives de révisionnisme historique, Reporterre s'est intéressé à un pan méconnu de la colonisation française en Algérie : ses dégâts sur la nature ».

LE DISCOURS DES RÉVISIONNISTES

Il rappelle que le discours de l'extrême droite, révisionniste et négationniste veut apaiser l'histoire de la France coloniale en l'expurgeant de ses crimes les plus abjects. « Après avoir été suspendu de RTL début mars pour avoir évoqué les massacres français en Algérie au XIXe siècle, Jean-Michel Apathie a décidé de quitter la station. En pleine surenchère du ministre Bruno Retailleau avec l'Algérie et face à une extrême droite qui clame les bienfaits de la colonisation, le flot de réactions hostiles aux propos de l'éditorialiste rappelle que nombre de Français ne connaissent pas l'ampleur des crimes coloniaux commis par la France en Algérie. « Reporterre » souligne que, « à l'aube de la colonisation, le socle de la société algérienne reposait sur la paysannerie, l'agriculture était la principale source de richesse et rythmait la vie des populations qui alternait entre le travail de la terre et les transhumances saisonnières. Mais de 1830 jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, l'accaparement des terres par les colons a complètement bouleversé cet équilibre ». Ce fut une véritable colonisation de peuplement par l'expulsion de populations, chassées de leur terre et offertes aux nouveaux colons, à coups de décret et autres lois. Ces colons en maîtres des lieux ont changé même la nature du couvert végétal qui était essentiellement constitué d'étendue céréalière, d'oliviers. La vigne fut largement intro-

duite par ces colons, faut-il le rappeler.

DE L'EXPROPRIATION DU FONCIER À L'ACCAPAREMENT DES RICHESSES

« L'arrivée des colons en Algérie signe l'accaparement des ressources environnementales et celle du foncier. C'était une pratique d'expropriation sans explication, sans excuse et avec une grande brutalité. Pour les Algériens, c'est un monde qui s'effondre littéralement », relate Antonin Plarier, maître de conférences à l'université Lyon 3 et spécialiste de l'histoire environnementale des sociétés coloniales. Au total, d'après ses calculs, plus de 1,2 million d'hectares ont été transférés aux Européens entre 1830 et 1917 : soit l'équivalent de 1 000 fois la superficie de Paris, et trois fois celle de la Belgique », note le journal précisant que pour parvenir à ses fins, la puissance coloniale a usé d'un arsenal juridique légalisant un paradoxe : celui d'une société qui défendait le droit à la propriété et d'une colonisation qui foulait au pied celle des Algériens. L'administration coloniale pouvait ainsi s'emparer de n'importe quelle propriété algérienne, qu'elle soit celle d'un individu comme d'une tribu entière ».

Le journal indique que, « la doctrine coloniale et militaire se lit à travers les écrits du maréchal Bugeaud, le militaire et une violente figure de la colonisation, spécialiste des enfumades (pratique consistant à asphyxier des personnes réfugiées ou enfermées dans une grotte en allumant devant l'entrée des feux) : « J'y ai réfléchi bien longtemps, en me levant, en me couchant ; eh bien ! Je n'ai pu découvrir d'autre moyen de soumettre le pays que de saisir l'intérêt agricole », une doctrine coloniale qui a servi l'installation de cohortes de colons venues de toute l'Europe ».

« Reporterre » rappelle qu'au final, il s'agissait de punir tous ceux qui tentaient de se révolter, et de dissuader ceux qui en avaient l'intention. « En 1838, l'ordonnance royale du maréchal Bugeaud indiquait que

toute tribu s'insurgeant contre la domination française pouvait voir ses terres séquestrées. Cette politique monta encore d'un cran en 1871 à la suite d'une insurrection initiée contre la puissance coloniale ». Cette « tempête des spoliations », selon l'expression d'Hosni Kitouni, a non seulement dispersé les populations, contraintes d'abandonner leurs maisons, leurs cultures, leur bétail, mais a également entraîné leur paupérisation, voire pire, leur famine, puis leur mort. En parallèle, la violence des razzias, ces opérations militaires menées dans des campements, a détruit les habitations et les récoltes. Les arbres fruitiers étaient rasés dans les zones de guerre » a noté le média français.

« DES PAYSANS SANS TERRE, SANS BÉTAIL, SANS ABRIS ... »

Evoquant les conséquences de la politique coloniale menée depuis le débarquement des troupes françaises en Algérie, « Reporterre » affirme que, « devenus des paysans sans terre, sans bétail, sans abris, n'ayant que la force de leurs bras à vendre, ils vont alimenter la masse des candidats à toutes les servitudes », écrit Hosni Kitouni. D'anciens propriétaires algériens sont alors parfois revenus sur leurs terres louer leur force de travail aux colons français. « Des paysans algériens vont revenir cultiver la terre, fournir les semences, et les instruments agraires, en échange de quoi ils vont pouvoir récupérer un ou deux cinquièmes de la récolte, le reste revenant au proprié-

re », raconte à Reporterre Antonin Plarier. Au-delà des terres, la colonisation s'est emparée des communs que sont les forêts et l'eau. Au XIXe siècle, plusieurs opérations de maîtrise des cours d'eau ont fleuri, toujours dans le but d'irriguer les terres des colons. Dans les années 1860, un projet de barrage a vu le jour dans le département d'Oran. Antonin Plarier pointe ainsi ce qui tient de l'évidence : « Lorsqu'une source en eau est maîtrisée, elle l'est uniquement au bénéfice des colons, et donc au détriment des agriculteurs algériens qui en sont de fait dépossédés ».

Les effets de la colonisation ont été aggravés par un arsenal juridique conçu pour asseoir l'hégémonie des colons qui peuvent profiter, à leur guise de toutes les richesses des populations spoliées de leurs terres et leurs biens. Cet état de misère installé en Algérie par l'ordre colonial s'est étendu pour assécher les cours, d'eau, détourner els lits de rivières, changer les caractéristiques podologiques d'une région. Ce sont ces réalités du colonialisme que l'extrême droite veut passer à la trappe pour se gargariser du gros mensonge de la dimension civilisatrice du colonialisme un mythe déconstruit par Jean -Michel Apathie et le média « Reporterre ».

Synthèse Slimane B.

TAMANRASSET

Quatre morts dans un accident de la route

Quatre (4) personnes ont perdu la vie lors d'un accident de la route survenu samedi dans la daïra de Silet (wilaya de Tamanrasset), a-t-on appris des services de la Protection civile. L'accident s'est produit au niveau du tronçon de la route nationale RN-55A, reliant Silet à Abalessa, suite au dérapage et au renversement d'un véhicule utilitaire suivis d'un incendie, causant la mort de 4 personnes qui étaient à bord du véhicule, a-t-on précisé. Les corps des victimes ont été transportés par les éléments de l'unité secondaire de la Protection civile de Silet vers la morgue de l'hôpital de Tamanrasset, selon la même source. Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

APS

DÉCÈS DE L'ARTISTE HAMZA FEGHOULI

Salah Goudjil présente ses condoléances

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a présenté, hier, ses sincères condoléances à la famille artistique et culturelle, ainsi qu'à la famille de l'artiste Hamza Feghouli, décédé vendredi à l'âge de 86 ans. « Mes sincères condoléances à la famille artistique et culturelle suite au décès de l'une des figures emblématiques de l'art algérien, Hamza Feghouli, un artiste authentique qui a fait de l'humour une approche éducative responsable, et qui a marqué de son style créatif unique des œuvres artistiques impérissables », a écrit le président du Conseil de la nation sur sa page officielle sur les réseaux sociaux. « Le défunt restera vivant dans les cœurs en tant que symbole du sourire, de la joie et du bel art. Puisse Allah lui accorder Sa Sainte Miséricorde et prêter patience et réconfort à ses proches », a ajouté Goudjil.

R. S.

SOUS-RIRE

